

enoromi

Magazine

MANAGEMENT

10

**ALAIN PATRICK
KOUMA**

*SEEG : Grâce à CIMGABON 2,
nous réduirons de 50% le
déficit en eau de Libreville.*

+

INTERNATIONAL

Cryptomonnaies : Aubaines
ou nouvelles menaces au-dessus
des banques centrales ?

DOSSIER

Consommation : Face au
Covid-19, les boissons gazeuses et
alcoolisées font grise mine.



**SCANNEZ
LE QR CODE**

Pour plus de contenu
sur notre site web
www.enoromi.com

MAGAZINE GRATUIT



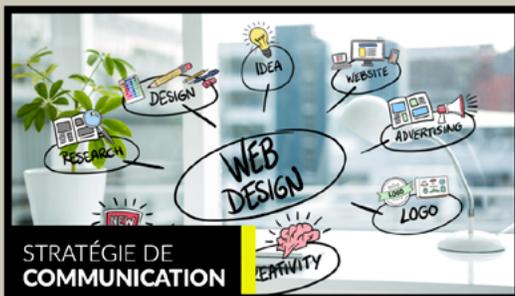
771473 968012 >

SERVICES PRESTIGES INTERNATIONAL



Relations publiques - Communication - Marketing

+241 62 26 26 00



**STRATÉGIE DE
COMMUNICATION**



ÉDITION



**GRAPHIC
DESIGN**



**SPOT
PUBLICITAIRE**



**RELATIONS
MEDIA/PRESSE**

STRATÉGIE DE COMMUNICATION

Mise en oeuvre
Elaboration des axes de
communication
Choix des canaux de
planification des actions
de communication

ÉDITION

Journaux d entreprises
Magazines
Rapports annuels

SPOT PUBLICITAIRE

Spot TV et Radio
Spot d'Affiche
Video

GRAPHIC DESIGN

Charte graphique
Identité visuelle
Marketing et Publicité

RELATIONS MEDIA/PRESSE

Plan media
Dossier de conference de presse
Communication digitale

Directeur de publication

Dorine Henry M.

Rédacteur en chef

Seif Mostley

Graphisme & maquette

Davy Megnie  [Think different](#)

Photographies

Junior Photographie

Régie publicitaire

Prestige Com Premium
Téléphone : +241 77 65 75 75

Équipe de rédaction

Jean Paul Augé OLLOMO

Christian BOUA

Griffin ONDO

Tsira

AIMK

Tirage mensuel

5000 exemplaires

Imprimé par

Services Prestiges International

Points de distribution

À Libreville

Spa Yacine

La Maison de Lulu

Urban FM

Oyem

Hôtel Marguerite

Ont participé

Crépin ABOGHE BITEGHE

Boursier TCHIBINDA

Pacome IDYATHA

Stevie MOUNOMBOU

Damien LE GRANT

Aude Sharys

Laure R.

Suivez-nous également sur les
réseaux sociaux

@Enoromi Magazine



ÉDITO

L'EXPATRIATION, ILS Y PENSENT DE PLUS EN PLUS.

Si la crise sanitaire remet en cause les déplacements à l'étranger, de nombreux Gabonais envisagent l'expatriation. S'il est difficile de mettre en avant des statistiques, il est néanmoins possible de lire sur les réseaux sociaux un nombre important de posts mettant en exergue la volonté de certains à quitter le pays en vue d'aller vendre ou faire valoir leur talent hors de nos frontières.

Cette mouvance est d'autant plus observable chez les porteurs de projets et responsables de PME très fortement impactés par la crise. Pendant que la politique était axée ces dix dernières années sur la promotion de l'entrepreneuriat, tous azimuts, la crise actuelle a mis un coup d'arrêt à cet élan. Le ralentissement de l'activité et les confinements ne laissent aucune véritable manœuvre aux jeunes entreprises pour se maintenir. Une situation qui depuis plus d'une année fragilise l'ensemble du tissu économique et entrepreneurial gabonais.

Face à la crise et au regard des mesures de restriction, les entrepreneurs éprouvent toutes les difficultés du monde à rester à flot pour assumer leurs charges et à maintenir les emplois. Le secteur du divertissement (culture, arts, établissements de nuit, sports, etc.) est, par exemple, pour une grande majorité d'entreprises, en situation de faillite. C'est ainsi que pour les plus optimistes, le chemin de l'émigration

semble la meilleure réponse. Il serait le gage d'une meilleure valorisation de leurs compétences. Car, « à tort ou à raison, chacun doit chercher son épanouissement, le respect, l'accomplissement où cela est possible avant tout ».

Pays d'immigration, le Gabon pourrait devenir sous peu un pays de forte émigration. La crise a accentué le chômage chez les jeunes. Par



Seif Mostley
Rédacteur en chef

conséquent, il apparaît nécessaire aujourd'hui pour eux de sortir du pays dans l'espoir d'aller tenter leur chance ailleurs. Les opportunités sont de plus en plus rares pour les demandeurs d'emploi. Les places émergentes de l'Afrique de l'Ouest, Abidjan, Dakar ou Accra attirent les talents gabonais. Les profils sont variés.

L'inquiétude de voir les talents gabonais, de tous les secteurs, s'expatrier doit être une préoccupation majeure des autorités. La conjoncture qui sévit n'est plus supportable. La question du départ est désormais au détour des discussions qu'entretiennent les jeunes. Pour beaucoup, le seuil de « résilience et de résistance à l'asphyxie » est atteint. La tendance est à l'épuisement sinon au découragement. Dès lors, il est plus qu'urgent de redonner espoir à ces milliers de jeunes rêveurs, qui ont investi et se battent au quotidien pour contribuer à l'essor du pays. ●

Sommaire



09

Actualité.

Office pharmaceutique national :
Le FGIS confirme ses ambitions de réforme.

ACTUALITÉS

06 Coopération commerciale :

La Chine, premier partenaire du Gabon en 2020.

07 Bourses d'études :

une nouvelle réforme annoncée.

08 Office pharmaceutique national :

Le FGIS confirme ses ambitions de réforme.

09 Marchés publics :

La DGMP impose l'attestation de la CNAMGS aux soumissionnaires.

ENTREPRENEURIAT

16 Sandra FOURN

Une artiste jusqu'au bout des ongles.

DOSSIER

18 Consommation :

Face au Covid-19, les boissons gazeuses et alcoolisées font grise mine.

TRIBUNE

24 Crépin ABOGHE BITÉGHÉ

Quid des partenariats public-privé dans le nancement du Plan d'accélération de la transformation ?

10

A la Une.

Alain Patrick KOUMA

Grâce à CIMGABON 2, nous réduisons de 50% le déficit en eau potable de Libreville

Mise en service le 15 avril 2021 par le Président de la République, S.E. Ali BONGO ONDIMBA, l'usine de production d'eau potable CIMGABON 2, à Ntoum, est l'un des projets phares de la Société d'Energie et d'Eau du Gabon (SEEG) dont l'ambition est d'atténuer les difficultés d'approvisionnement rencontrées depuis plusieurs années par les populations, à Libreville et dans les communes environnantes. Le Directeur Général Alain Patrick KOUMA précise que si cette infrastructure ne règle pas tout le problème, elle en offre néanmoins une solution non négligeable en permettant une augmentation de la production d'eau potable de l'ordre de 36 000 m³/jour au bénéfice de 190 000 habitants.





42

Découverte.

Le City Tour de Libreville :
Une façon de (re) découvrir la capitale gabonaise.

ENQUÊTE

26 Ventes en ligne, business et e-service :
Le e-commerce au Gabon, paradoxe d'un potentiel de croissance qui peine à décoller.

MAIS ENCORE...

34 Greg MBOUROU
Mon métier est le plus beau au monde !

DEVELOPPEMENT PERSONNEL

36 Vie de maman et vie professionnelle, comment concilier?

SPORT

38 Olivier MOUSSAVOU KOUMBA
Plébiscité pour faire mieux.

CULTURE

40 Gabao Jazz :
Naneth et Joel Nzé porte-voix de l'UNESCO au Gabon.

DÉCOUVERTE

42 Le City Tour de Libreville :
Une façon de (re) découvrir la capitale gabonaise.

ZOOM SUR

44 Roméo MD :
L'humour poussé à l'extrême!

INTERNATIONAL

46 CRYPTOMONNAIES :
Aubaines ou nouvelles menaces au-dessus des banques centrales ?

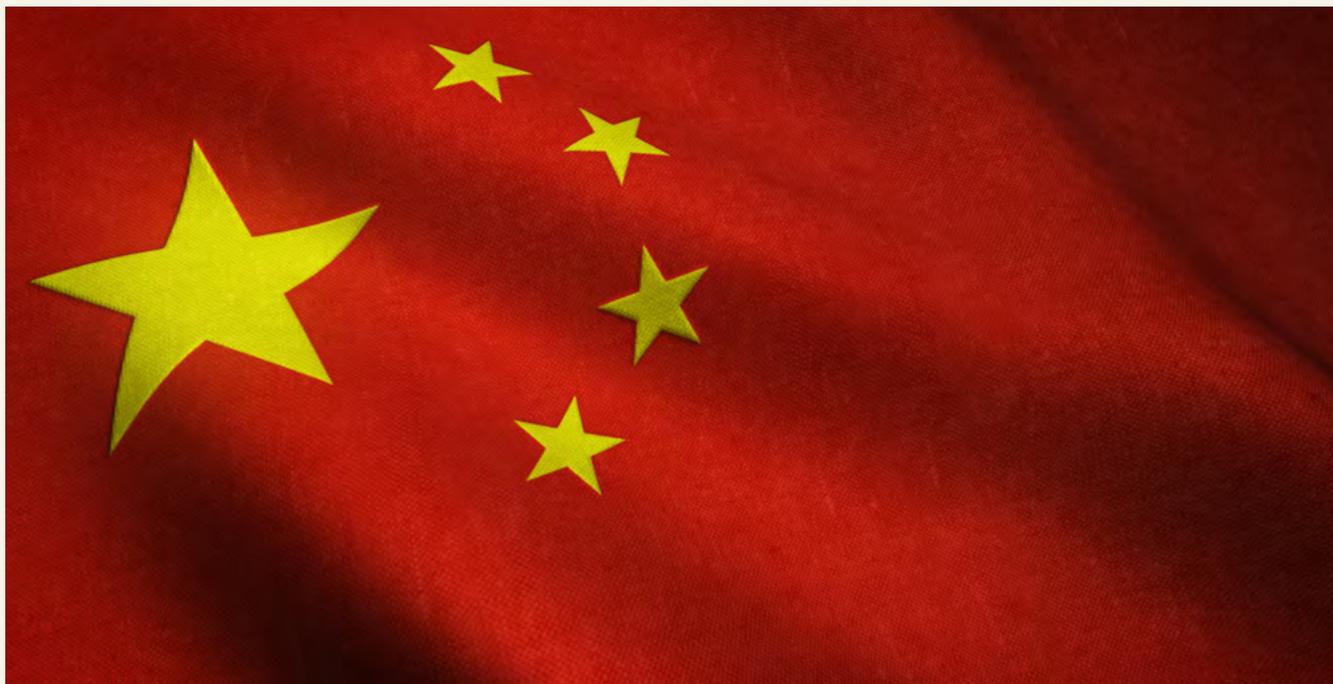


46

International

Cryptomonnaies :
Aubaines ou nouvelles menaces au-dessus des banques centrales ?

Actualités



Coopération commerciale : La Chine, premier partenaire du Gabon en 2020.

● ● ● ● ● ● ● ●

Grâce à sa stratégie d'intensification des échanges commerciaux avec notre pays, la République populaire de Chine est apparue ces quatre dernières années comme un des partenaires les plus rentables du Gabon. Depuis 2009, le pays de Xi JINPING n'a pas cessé de cumuler les bons points auprès des autorités gabonaises au point que depuis 2017 il est à la première place des pays avec lesquels la coopération commerciale est la plus rentable.

Les chiffres rendus publics en avril 2021 par l'International Trade Center (ITC) confirment à nouveau la suprématie acquise ces dernières années par la Chine au Gabon, notamment dans les échanges commerciaux que notre pays entretient avec

d'autres États tels que la France ou les États-Unis. Selon cette structure qui compile des statistiques du commerce dans le monde, cette année encore, la Chine est le partenaire commercial avec lequel le Gabon gagne le plus.

Grâce à la Chine en effet, rapporte Africaneews sur la base des données miroirs sur le commerce extérieur, le Gabon a réalisé un gain commercial cumulé de 16,3 milliards de dollars entre 2009 et 2020. Pour la chaîne de télévision panafricaine, ce bénéfice représente près de 30% de l'excédent commercial du pays sur la période. Ce serait donc environ 9 184,5 milliards de FCFA dont profiterait le Gabon.

Pour supplanter les partenaires historiques comme la France et les États-Unis, l'ITC révèle que la Chine a choisi d'augmenter ses achats de produits en provenance du Gabon à un rythme annuel estimé à 44%. Une stratégie qui a permis au pays de Xi JINPING de devenir en 2019 l'acheteur de 63% des produits vendus par notre pays sur le marché mondial. Selon l'ITC, il y a deux ans, 74,8% des produits vendus étaient déjà constitués d'hydrocarbures.

Avec un excédent d'environ 11 milliards de dollars, les États-Unis constituent le

deuxième partenaire le plus rentable pour le Gabon entre 2009 et 2020. Trinité-et-Tobago arrive à la troisième place avec un excédent commercial de 9 milliards de dollars sur cette période. Le Japon, l'Australie, l'Inde, l'Espagne, la Corée du Sud, la Malaisie et l'Italie font également partie du top 10 des pays dont le Gabon tire le plus profit.

Le Gabon et la Chine célèbrent cette année le 72e anniversaire de leur coopération. Le 20 avril 2021, conformément au protocole habituel, le ministre gabonais des Affaires étrangères, Pacôme MOUBLET-BOUBEYA, a eu un entretien téléphonique avec son homologue chinois Wang Yi, conseiller d'État et ministre des Affaires étrangères. Les deux personnalités ont échangé « sur les questions bilatérales, multilatérales et d'intérêts communs », a rapporté un communiqué du gouvernement gabonais. ●

Laure R.



Bourses d'études : une nouvelle réforme annoncée.



Deux ans après la précédente, une nouvelle réforme du système d'attribution des bourses d'études a été annoncée par les autorités gabonaises qui ont adopté en Conseil des ministres, le 29 avril 2021, un projet de décret fixant les nouveaux régimes de bourse d'études dans le pays.

Le ministre en charge de l'Enseignement supérieur et de l'Éducation nationale, Pr Patrick MOUGUIAMA-DAOUDA, a présenté et fait adopter par le Conseil des ministres, en sa séance du jeudi 29 avril 2021, le projet de décret fixant les régimes de bourse d'études en République gabonaise. Celui-ci, remplace de ce fait le projet de décret fixant les conditions d'attribution, de transfert, de suspension, de suppression, d'orientation, de réorientation de bourses adopté le 29 mars 2019 par la même instance.

Deux ans après la première réforme, les autorités expliquent que « le présent projet a pour objet d'uniformiser le régime de bourses applicables aux élèves et étudiants scolarisés au Gabon et à l'étranger en précisant les différentes conditions

adaptées en fonction du type d'enseignement, de l'âge et des performances académiques de l'apprenant ». Parmi les changements majeurs opérés en 2019, la mesure selon laquelle seuls les élèves âgés au maximum de 19 ans et ayant obtenu au moins 12 sur 20 au baccalauréat ou un diplôme équivalent reconnu par l'État pouvaient prétendre à une bourse d'études a de ce fait été annulée.

Selon le ministre en charge de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur, les mesures précédentes « étaient difficilement applicables », y compris du fait des conditions d'apprentissage des élèves dans certaines localités du pays. De même, a justifié Pr Patrick MOUGUIAMA-DAOUDA, il n'existait pas de textes censés régir la gestion des bourses spécifiques aux formations professionnelles.

Désormais, informe le gouvernement, pour le parcours général, l'âge limite est fixé à 22 ans, 27 ans pour la formation professionnelle et 24 ans pour l'enseignement technique supérieur. Les demandeurs sont simplement tenus d'obtenir la moyenne (10/20 au moins).

D'autres innovations annoncées

Le projet de décret adopté le 29 avril 2021, précise le gouvernement, compte plusieurs autres innovations. Les autorités assument leur caractère social. Il s'agit notamment de :

- la prise en compte des personnes vivant avec un handicap ;
- la valorisation de la pratique du sport par la prise en charge des inscrits dans les programmes sport-études et l'accompagnement des sportifs de haut niveau ;
- la création de sept (7) catégories de bourse, pour les élèves et étudiants vivant avec un handicap, aux élèves inscrits dans les programmes sport-études, aux sportifs de haut niveau et aux étudiants inscrits dans les filières des secteurs mines et hydrocarbures. ●

Laure R.

Actualités



Office pharmaceutique national : Le FGIS confirme ses ambitions de réforme.

Un an après que le Fonds gabonais d'investissements stratégiques (FGIS) a montré son intérêt pour la reprise de l'Office pharmaceutique national au sujet duquel le gouvernement, par l'entremise du ministère de la Santé, envisageait une profonde réforme, le Conseil des ministres a adopté, le 29 avril 2021, le projet de décret approuvant les statuts de l'OPN. Le gestionnaire exclusif Fonds souverain de la République gabonaise annonce qu'il injectera 5 milliards de FCFA dans au cours des 5 prochaines années pour l'aboutissement de cette réforme.

C'est une nouvelle page qui s'écrit pour l'Office pharmaceutique national (OPN), la centrale publique d'achat de médicaments qui approvisionne l'ensemble des structures sanitaires publiques au Gabon. Depuis plusieurs années, l'OPN rencontre des difficultés dans l'exercice de ses missions et cela crée des dysfonctionnements majeurs dans l'approvisionnement en médicaments et autres produits de santé des structures publiques de santé.

Cette indisponibilité de produits médicaux contraint les patients des établissements publics à se rendre dans des officines privées pour acheter eux-mêmes leurs médicaments. Une démarche qui peut s'avérer onéreuse pour les foyers à faibles revenus, qui représentent 80 % des personnes hospitalisées dans ces établissements qui rencontrent le plus de difficultés en termes d'approvisionnement.

Face à cette situation, le gouvernement a engagé une réforme, dans le cadre du Plan d'accélération de la transformation (PAT) porté par le Président de la République, Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA.

En juin 2020, le Fonds gabonais d'investissements stratégiques (FGIS), en qualité de gestionnaire exclusif Fonds souverain de la République gabonaise, s'est proposé comme reprenneur potentiel de l'OPN dans le cadre de cette réforme. Suite à de nombreuses discussions avec le ministère de la Santé, l'OPN et les structures sanitaires publiques, il a été décidé de transformer cet EPIC (établissement public à caractère industriel et commercial) en une société d'État. Ce statut va notamment permettre à l'OPN de s'émanciper des dotations budgétaires de l'État et de mettre en œuvre un modèle d'affaires pérenne.

Le FGIS va, pendant les 5 prochaines années, injecter 5 milliards de francs CFA pour porter le plan d'investissement et de transformation. Dans les trois prochains mois, l'OPN va réorganiser son organigramme, depuis les fonctions de direction jusqu'aux échelons intermédiaires.

Guy Patrick OBIANG NDONG n'a pas manqué de rappeler que « l'Office pharmaceutique national ne parvenait plus à remplir sa mission de service public ». Le ministre

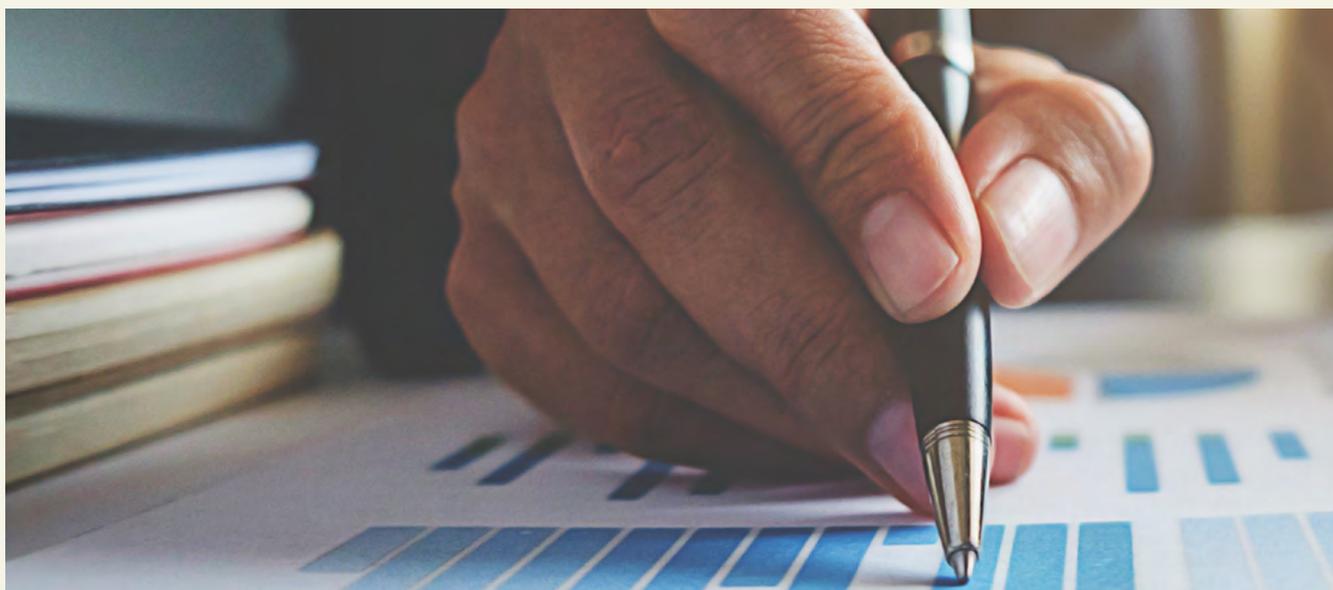


de la Santé a estimé qu'« il était devenu impérieux d'apporter une réponse à ce besoin d'accès aux médicaments dans le contexte de la pandémie de Covid-19 ». Ainsi, grâce à l'intervention du FGIS, qui a été mandaté par l'État pour gérer cette nouvelle structure, le membre du gouvernement est convaincu que l'OPN sera bientôt capable de garantir à nouveau l'accès universel aux médicaments pour tous les patients, et particulièrement pour les plus démunis.

Pour Akim DAOUDA, « l'objectif principal du FGIS consiste à rétablir la santé financière de l'Office pharmaceutique national afin qu'il puisse à nouveau assumer son rôle de centrale d'achat publique fiable et transparente ». L'Administrateur-directeur général du FGIS assure en effet qu'il en va de la responsabilité de l'organisme dont il a la charge. Le FGIS est en effet le gestionnaire du Fonds souverain de la République gabonaise. Son rôle est donc d'appuyer l'État dans la concrétisation de ses politiques publiques en matière de services sociaux pour améliorer la qualité de vie de la population.

Cet investissement s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la politique d'investissement 2020-2025 du FGIS qui accorde une place prépondérante au secteur de la santé. ●

Laure R.



Marchés publics : La DGMP impose l'attestation de la CNAMGS aux soumissionnaires.



A côté de celles liées à une meilleure gestion des finances publiques, à la lutte contre la corruption et à la limitation du nombre d'« éléphants blancs », les réformes lancées ces dernières années en vue d'assainir l'attribution des marchés publics, le travail au noir ou la dissimulation des travailleurs fait partie des cibles des autorités gabonaises, en témoigne le communiqué conjoint de la Direction générale des marchés publics (DGMP) et de la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (CNAMGS) adressé en début mai 2021 aux potentiels futurs soumissionnaires aux marchés publics en République gabonaise.

La loi est claire et le gouvernement gabonais, à travers la DGMP et la CNAMGS entendent bien la faire appliquer dans le domaine des marchés public dont les mesures d'attribution régies par le décret n°00027/PR/MEPPDD du 17 janvier 2018 portant Code des marchés publics en République gabonaise connaissent des réformes ces trois dernières années. Et dans cette optique, les responsables des deux structures publiques ont tenu à rappeler dans un communiqué conjoint daté du 5 mai 2021 que l'article 93 dudit Code subira désormais une application stricte,

sans complaisance, conformément aux attentes du président de la République, S.E. Ali BONGO ONDIMBA.

Entre autres, précisions, la disposition légale exhibée par Eugène Pénafort MINTSA OYAME, patron de la DGMP, et Séverin ANGUILE, directeur général de la CNAMGS, stipule en effet que « ne peuvent postuler à la commande publique, sous peine d'irrecevabilité de leur soumission, les personnes physiques ou morales qui n'ont pas souscrit les déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur, ou ne se sont pas acquittées des droits, taxes, impôts, cotisations sociales, contributions, redevances ou prélèvements de quelque nature que ce soit ».

Aussi, les deux responsables ont-ils porté à la connaissance de l'ensemble des soumissionnaires que parmi les pièces exigées, l'attestation pour soumission délivrée par la CNAMGS est désormais un document obligatoire au titre des cotisations sociales. Ils ont par ailleurs précisé que cette attestation pour soumission est disponible auprès de la direction du Recouvrement et du Contentieux sis au quartier Glass, à Libreville. Un document dont la dé-

livrance est conditionnée par le règlement des redevances dues, prévient la DGMP et la CNAMGS.

Si les deux structures publiques ont annoncé qu'elles notifieront leur communication à l'ensemble des administrateurs de crédits dans le but de « persévérer dans la prise en compte de cette exigence réglementaire dans le processus de passation des marchés publics », il est à espérer que d'autres structures seront saisies pour l'application stricte de cette obligation. Ce devrait être, par exemple, le cas pour la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS). ●

Laure R.

► MANAGEMENT

ALAIN PATRICK KOUUMA

Grâce à CIMGABON 2, nous réduisons de 50% le déficit en eau potable de Libreville

Mise en service le 15 avril 2021 par le Président de la République, S.E. Ali BONGO ONDIMBA, l'usine de production d'eau potable CIMGABON 2, à Ntoum, est l'un des projets phares de la Société d'Énergie et d'Eau du Gabon (SEEG) dont l'ambition est d'atténuer les difficultés d'approvisionnement rencontrées depuis plusieurs années par les populations, à Libreville et dans les communes environnantes. Le Directeur Général Alain Patrick KOUUMA précise que si cette infrastructure ne règle pas tout le problème, elle en offre néanmoins une solution non négligeable en permettant une augmentation de la production d'eau potable de l'ordre de 36 000 m³/jour au bénéfice de 190 000 habitants.





UN PLAN D'URGENCE POUR AMÉLIORER LA DESSERTÉ EN EAU ET EN ÉLECTRICITÉ

Constat préoccupant. À Libreville et dans les communes d'Owendo, Akanda et Ntoum, les moyens de production d'eau potable sont largement saturés. Conséquence : depuis plusieurs années, de nombreux quartiers de la capitale sont en proie à un stress hydrique du fait de l'évolution de la demande. Une situation qui place régulièrement la qualité du service rendu par la SEEG au cœur du débat public.

Fort de cette situation, le Président de la République, Chef de l'Etat a instruit la SEEG d'améliorer au plus vite la desserte en eau potable, tant dans le Grand Libre-

ville qu'à l'intérieur du pays. Une tâche à laquelle s'attèle avec ardeur Alain Patrick KOUMA depuis sa prise de fonction en février 2020.

C'est tout le sens du programme dénommé Plan d'Urgence, présenté à la presse le 03 septembre 2020, qui table sur 83 projets d'intérêt sociétal dont 33 en eau et 50 en électricité, pour un coût global de 9,5 milliards de FCFA en eau et 1,5 milliards de FCFA en électricité.

Ce Plan décrit les ambitions de la SEEG et les inscrit dans un calendrier précis, en droite ligne avec le Plan d'accélération de la Transformation issu de la vision de développement du Président de la République, Chef de l'Etat, qui place l'accès des populations à l'eau potable et à l'électricité comme une priorité absolue.

La réhabilitation de 8 forages abandonnés depuis 2012 dans la zone nord de Libreville matérialise cette volonté de la SEEG à apporter des réponses concrètes au problème de l'eau potable. D'un coût estimatif de 600 millions de FCFA intégralement financés par la SEEG, ces 8 forages ont permis de doubler la capacité de production de cette zone, qui passe ainsi d'un débit référentiel de 50 à 100 m³/h, soit une production globale de 2 400 m³/j.

Le Plan d'Urgences fait également l'objet d'un suivi à l'intérieur du pays où Alain Patrick KOUMA s'active à apporter des réponses concrètes et urgentes aux problèmes posés en matière d'alimentation en eau potable et en électricité.

C'est le cas à Franceville où les surpres-

seurs sectoriels de Franceville 2 et d'Epila permettent aujourd'hui une nette amélioration de la desserte en eau potable du 2ème arrondissement de Franceville. C'est également le cas à Port-Gentil et Bitam où les surpresseurs de Ntchengué et Mengomo-Ayat ont permis un meilleur accès au précieux liquide, en attendant la livraison imminente de ceux d'Akournam à Owendo et du Cap-Santa-Clara à Akanda. De même, la réalisation par la SEEG de nouvelles usines de production d'eau potable à Ndjolé et Mitzic répond au même objectif qui consiste à faire de l'accès à l'eau potable un des axes prioritaires de son Plan d'Urgence.



CIMGABON 2, UN DÉBUT DE SOLUTION AU PROBLÈME DE L'EAU

A Libreville qui concentre plus de la moitié de la population gabonaise, la construction d'une nouvelle usine de production d'eau potable CIMGABON 2 constitue le projet phare du Plan d'Urgence. Inaugurée le 15 avril 2021 par le Président de la République, cette nouvelle entité qui a nécessité un investissement sur fonds

propres de la SEEG de 6,4 milliards de F CFA, constitue un début de solution au problème. « Le bien-être des populations est une préoccupation du Chef de l'État, et la problématique en eau fait partie des difficultés auxquelles nous sommes confrontés. Le projet CIMGABON 2 est une usine qui porte le même nom, et qui a une capacité 36 000 m3 par jour. Cette usine vient donc réduire de 50% le déficit en eau au niveau du Grand Libreville. Ce qui signifie qu'elle apporte un début de solution, bien qu'elle n'ait pas la prétention de régler toute la situation liée à

la problématique en eau au niveau de la capitale », indique le patron de la SEEG.

En effet, les moyens de production d'eau potable de Ntoum sont principalement constitués d'ouvrages de captage d'eaux de surface (Nzémé, Mbè, Meba, Saza), de nappes souterraines (forages de Mfoulayong et Ntoum), de traitements regroupés sur le site principal de Ntoum et d'ouvrages de refoulement vers Libreville.



36 000 M3/JOUR SUPPLÉMENTAIRES POUR LIBREVILLE

Le projet CIMGABON 2 a consisté à mobiliser techniquement les ressources non encore exploitées du site déporté de la carrière CIMGABON et de les traiter afin d'assurer une augmentation de la production d'eau potable de 36 000 m³/jour, avec pour effet une réduction du stress hydrique de 70 000 à 34 000 m³ par jour, soit une amélioration de 50 %.

« Nous avons identifié une quarantaine de quartiers qui font face à un stress hydrique particulièrement important, précise Alain Patrick KOUMA. Il s'agit des zones où l'approvisionnement en eau potable est de 2 à 8 heures par jour. Certaines n'en sont parfois pas approvisionnées ou le sont très difficilement. Grâce à CIMGABON 2, ces quartiers verront bientôt une amélioration à travers des apports en eau qui leur permettront par exemple d'avoir de l'eau pendant

10 heures et même plus pour certains quartiers tels que Glass, les Akebés ou encore Damas».

La nouvelle usine CIMGABON 2 est d'un grand apport dans l'amélioration de la desserte en eau potable de Libreville. Elle permet d'assurer un complément de ressource en eau potable à plus de 190 000 habitants supplémentaires. Pour parvenir à la réalisation de cette station de traitement d'eau, la SEEG a dû consentir à un investissement pour un montant global de plus de 6 milliards de FCFA. Les travaux ont porté principalement sur la réalisation d'une prise d'eau flottante Hydromobil pour le pompage eau brute, la pose d'une conduite de refoulement DN 600 sur 440 mètres entre la carrière et la station de traitement, la mise en place d'une station de traitement de type Razel, la mise en œuvre d'une canalisation de refoulement DN 600 sur 3500 mètres jusqu'aux réservoirs de Ntoum et les alimentations électriques afférentes.

UN INVESTISSEMENT SEEG DE PLUS DE 6 MILLIARDS DE FCFA

Dans un contexte pour le moins morose marqué par la double crise économique et sanitaire liée à la Covid-19, la SEEG œuvre au quotidien à l'amélioration de la desserte en eau potable des quartiers mal alimentés de la commune de Libreville et ses environs. A ce jour, le Plan d'Urgence présente un taux d'exécution de 80% grâce notamment aux ouvrages déjà en service sur toute l'étendue du territoire national. Avec la livraison imminente d'autres chantiers majeurs, Alain Patrick KOUMA amorce une nouvelle projection vers l'avant, vers la nouvelle SEEG, celle des Gabonais au service du Gabon, qui franchit graduellement des étapes essentielles pour apporter le mieux-être aux populations et restaurer le sens du service au client. ●

Griffin ONDO



LE SURPRESSEUR SECTORIEL DE FRANCEVILLE 2 DÉSORMAIS OPÉRATIONNEL

Engagé dans un processus d'amélioration continue de la desserte en eau potable sur toute l'étendue du territoire national, la SEEG multiplie les initiatives. C'est dans cette optique qu'elle a procédé le 16 avril 2021 à la mise en service d'un surpresseur sectoriel dans le 2^{ème} arrondisse-

ment de Franceville. Cette zone d'expansion de la ville qui abrite environ 45 % de sa population concentre en effet l'essentiel des réclamations liées aux manques d'eau. La solution technique a consisté en la mise en place d'un surpresseur sectoriel localisé à l'entrée de Franceville 2 (côté ancien Score). L'ouvrage est constitué de 3 conteneurs de 40 pieds : 2 pour les stockages (60 m³ chacun) et le 3^{ème} pour le local technique. Il est également doté de 3 pompes de caractéristiques identiques de débit nominal de 92 m³/h chacune, de pression de refoulement nominale à 11.5 bars et

d'une puissance électrique de 61.5 Kw, dont le fonctionnement projeté sera : 2 pompes en fonctionnement normal et une en secours.

Cet équipement est une solution palliative qui contribue dans l'immédiat à l'amélioration de la desserte en eau potable des quartiers Franceville 2, Hibiscus, Dialogue, Ayassi, Sable, La paix, Ongouengne et Clin d'œil. D'un coût estimatif de 1 150 000 000 FCFA en investissement direct SEEG, la nouvelle station permet aujourd'hui de desservir en eau potable plus de 45 000 habitants.



comunik

Chaque Expérience est *unik*

Communication d'Influence et Corporate, Studio Graphique et Événementiel



Communication d'Influence

Conseil en communication personnelle et en stratégie d'influence des dirigeants.



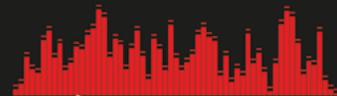
Communication Corporate

Nous développons votre audience pour vous offrir un réseau qualitatif et important.



Studio Graphique

Nous révélons le contenu génétique de l'entreprise à travers l'ensemble des supports physiques et pixel



Événementiel

Plus qu'une simple boîte événementielle, Com'Unik est une source d'idées originales et de prestations de qualité.

+241 66 97 84 27 | 77 26 05 09

commercial@comunik.info | christian@comunik.info | www.comunik.info

@ComUnik

► ENTREPRENEURIAT
**SANDRA
FOURN**

**Une artiste jusqu'au bout
des ongles.**

D*u BTP à la coiffure, en passant par des entreprises privées dans lesquelles elle a exercé en tant qu'employée, Sandra FOURN n'a pas pu échapper à sa véritable vocation: l'art. Notre entrepreneure du mois est passionnée par le beau qu'elle expose depuis quelques années sur les mains des femmes de la capitale au point d'en faire sa principale activité professionnelle, et de mériter le succès qu'elle connaît aujourd'hui grâce aux réseaux sociaux. Adeptes du travail bien fait, la patronne de Diva Beauty Studio nourrit une ambition africaine pour sa boîte.*

ENOROMI MAGAZINE

Nous suivons votre aventure depuis quelques années sur les réseaux sociaux, et nous sommes émerveillés par votre talent. Alors, pouvez-vous nous dire comment est née cette passion pour l'onglerie ?

Sandra FOURN

Premièrement je vous remercie pour votre intérêt, c'est gratifiant d'être reconnue pour son travail. Après l'université, j'ai travaillé dans quelques boîtes privées, mais je me suis très vite rendu compte que je ne m'épanouissais pas dans cette formule professionnelle.

J'ai donc exploré l'option de l'entrepreneuriat dans divers domaines simultanément (BTP, design d'intérieur, restauration, esthétique, coiffure, onglerie) pendant une dizaine d'années. Au fil du temps, c'est à travers le métier de prothésiste ongulaire que j'ai pu mieux exprimer ma passion pour l'art, notamment la peinture, le dessin et la sculpture. J'ai donc commencé timidement à me concentrer dessus, mais c'est à partir de 2018 que je m'y suis totalement consacrée en suivant plusieurs fois par an des formations à l'international.

L'onglerie est un univers fascinant, il est constamment en mouvement, ce qui stimule en permanence ma créativité. De plus nous avons un contact privilégié avec nos clientes, ce qui est socialement épanouissant. C'est un métier multidimensionnel.

ENOROMI MAGAZINE

Votre onglerie est l'une des plus prisées de la capitale et aussi l'une des plus coûteuses. Comment avez-vous imposé votre grille tarifaire sur le marché de l'esthétique ?

Sandra FOURN

Si nous avons réussi à obtenir cette réputation, c'est justement parce que nous mettons un point d'honneur à faire un travail de qualité. Qu'est-ce que le travail de qualité ? Des services et des produits irréprochables qui respectent les normes dudit métier. Tout ceci a un coût qui se répercute

sur certaines de nos prestations. Il est important de préciser que pour des prestations de base, nos prix sont concurrentiels au marché gabonais. Et pour ce qui est du «Nail Art», nous sommes nettement en dessous des standards internationaux en termes de prix.

ENOROMI MAGAZINE

Récemment, vous avez fait une sortie exclusive de votre propre marque de produits professionnels d'onglerie. Pouvez-vous nous donner plus d'informations sur cette dernière ?

Sandra FOURN

C'est un projet sur lequel j'ai planché depuis un moment, mais les difficultés de réapprovisionnement causées par la pandémie en 2020 ont été le déclic. J'ai donc mis en place chaque élément pendant près d'un an, avec le même souci du détail et de la qualité que je m'impose dans mon travail. Au final ma mission était de fournir des produits dont les Gabonais peuvent être fiers.

ENOROMI MAGAZINE

Plusieurs personnes se posent des questions sur l'efficacité et le respect des normes légales sur la création de vos produits cosmétiques, qu'avez-vous à dire sur le sujet ?

Sandra FOURN

Comme je le disais précédemment, je n'ai négligé aucun détail : les entreprises avec lesquelles nous travaillons sont certifiées ISO9001 ; ce qui nous garantit que nos produits ont tous les critères pour intégrer les grandes chaînes de distribution (exemple : Sephora). Ces produits ont été méticuleusement testés avant d'être commercialisés.

ENOROMI MAGAZINE

En tant que prothésiste ongulaire, avez-vous déjà essayé de mettre des ongles de plus de 4 centimètres ? Avez-vous réussi à faire des tâches ménagères correctement ?

Sandra FOURN

Personnellement j'ai de petites mains et des ongles de cette longueur doubleraient la taille de mes doigts (rires). Pour les tâches ménagères, je pense que c'est une question d'habitude, de toutes les façons, les hommes ont les ongles courts et ils ont quand même du mal à les faire.

ENOROMI MAGAZINE

Quelles sont vos ambitions pour la Diva Beauty Studio dans les cinq prochaines années ?

Sandra FOURN

Être une entreprise gabonaise à forte présence sur le marché africain. Les conditions dans lesquelles nous (les entrepreneurs et les commerçants) vivons au Gabon depuis 2020 nous obligent à nous focaliser sur notre autonomie.

ENOROMI MAGAZINE

En tant que professionnelle, quels conseils donneriez-vous à ces passionnées des ongles, mais amateurs pour l'heure afin de devenir de vraies professionnelles ?

Sandra FOURN

Beaucoup pensent à tort que la passion, le talent et les tutoriels sur YouTube suffisent pour devenir professionnel de l'onglerie. Il faut le voir comme un métier complexe au même titre qu'informaticien ou comptable. Premièrement, il faut suivre des formations. Grâce à Internet vous pouvez accéder à des formations payantes et de qualité.

Deuxièmement, il faut être à la pointe de la tendance, car nos clientes le sont. Suivez ce qui se fait ailleurs (Europe de l'Est, USA, Asie), ne vous limitez pas. Dernièrement, un conseil qui fonctionne pour tout ce que vous allez entreprendre : l'argent ne doit pas être une finalité, mais un moyen d'atteindre votre objectif. ●

Propos recueillis par
Aude SHARYS

Dossier



CONSOMMATION

Face au Covid-19, les boissons gazeuses et alcoolisées font grise mine

I La pandémie de coronavirus a impacté tous les secteurs d'activité. Du fait de la fermeture des bars, des boîtes de nuit et autres lieux de divertissement aussi bien à Libreville qu'à l'intérieur du pays, la production et le commerce des boissons gazeuses et alcoolisées n'ont pas échappé aux effets pervers des mesures de restriction prises par le gouvernement dès mars 2020 pour limiter la propagation de la maladie. Comment s'est portée cette branche en 2020, face à la crise sanitaire? Pas très bien, est-on déjà tenté de répondre au regard des chiffres mis à disposition par la Société des brasseries du Gabon (Sobraga).

LES GABONAIS, CHAMPIONS DE LA PICOLE EN 2019 !



Avant la survenue de la pandémie de coronavirus, officiellement le 12 mars 2020, le commerce des boissons gazeuses et alcoolisées avait la cote au Gabon. Il s'en était d'ailleurs produit 2 821 928 hectolitres l'année précédente, dont 1 711 257 hectolitres de bières et 43 794 de vins. Cette année-là, comme certaines auparavant, le pays et ses habitants n'avaient pas usurpé leur réputation de grands consommateurs.

En 2019, un rapport de l'Organisation mondiale de la santé avait en effet classé le Gabon parmi les premiers du monde où l'on consomme le plus d'alcool par habitant. Avec une moyenne annuelle de 9,01 litres par habitant, notre pays occupait ainsi la première place en Afrique. Les habitants de plus de 15 ans étaient concernés par le classement de l'OMS.

À l'époque, le Gabon confortait déjà sa première place acquise un an plus tôt, en 2018. En 2019, il était toutefois talonné par le Cameroun (9 litres) et le Nigeria (8,9 litres), alors que les pays du continent les plus sobres étaient les Comores (0,14 litre), l'Algérie (0,11 litre) et le Niger (0,10 litre).

DES DÉBUTS NÉGATIFS AU 1ER TRIMESTRE 2020

Après des années fastes, le secteur de la production et de la commercialisation des boissons gazeuses et alcoolisées a été confronté à une tout autre réalité en 2020, bien moins heureuse. Ceci dès les trois premiers mois de l'année. Pourtant, il convient d'indiquer que le coronavirus n'a pas été la principale raison de cette chute. D'autant plus que la pandémie n'est apparue qu'au milieu du mois de mars.

Or, les chiffres recueillis par la Direction générale de l'Économie et de la Politique fiscale (DGEFP) auprès de la Société des brasseries du Gabon (Sobraga) et de la Société

des vins du Gabon (Sovingab), la fabrication des boissons gazeuses et alcoolisées a enregistré des contreperformances au cours des trois premiers mois de 2020. L'administration rapporte en effet que la production totale des boissons a régressé de 2,4% pour se situer à 690 790 hectolitres, et ce malgré la bonne tenue des boissons diverses (alcoomix).

La DGEFP explique ce résultat par le fait de la nouvelle stratégie des deux structures qui ont décidé de privilégier les produits les plus prisés par le marché. S'agissant du chiffre d'affaires, celui-ci a tout de même connu une légère hausse de 1% par rapport à la même période en 2019. Il était de 39,5 milliards de FCFA.

Évolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées.

	2T 2019	3T 2019	4T 2019	1T 2020	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Productions (en hectolitres)	701 974	730 957	681 366	690 790	707 631	690 790	-2,4%
Bières	420 647	464 859	417 809	399 606	407 942	399 606	-2,0%
Boissons gazeuses	258 962	241 257	243 569	270 286	278 362	270 286	-2,9%
Vins	10 705	12 604	9 388	9 970	11 097	9 970	-10,2%
Divers	11 660	12 237	10 600	10 928	10 230	10 928	6,8%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	41 545	42 752	41 434	39 478	39 072	39 478	1,0%
Effectifs	1 060	1 060	1 059	1 065	1 032	1 065	3,2%
Masse salariale	3 894	3 961	4 162	4 157	3 269	4 157	27,2%

Sources : Sobraga, Sovingab



L'EFFET IMPARABLE DE LA COVID-19 AU 2E TRIMESTRE

Comme il fallait s'y attendre, la découverte du tout premier cas de coronavirus sur le territoire national en mi-mars 2020 annonçait de grands bouleversements dans le quotidien des populations. Pour préserver le maximum de personnes de cette maladie qui avait déjà causé de nombreux décès à travers le monde, dès le mois d'avril, les autorités gabonaises s'étaient résolues à prendre des mesures drastiques parmi lesquelles le confinement de Libreville et des communes d'Owendo, d'Akanda et de Ntoum, qui regroupent plus de la moitié de la population gabonaise estimée à environ 2 millions d'habitants.

Aussi, la fermeture des bistros, restaurants, snack-bars, boîtes de nuit et hôtels avait-elle été décrétée par le gouvernement, mettant ainsi à mal le secteur de la fabrication des boissons gazeuses et alcoolisées qui n'était déjà pas en grande forme au début de l'année. Conséquence : des résultats fortement déficitaires en fin juin 2020.

Au terme du premier semestre 2020, en effet, la branche des boissons gazeuses et alcoolisées a enregistré de nouvelles contreperformances. La production totale des boissons a baissé de 8,2% pour se situer à 1,29 million d'hectolitres contre 1,4 million d'hectolitres sur la même période de l'an dernier. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a reculé de 7% à 72,3 milliards de FCFA.

Évolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées.

	3T 2019	4T 2019	1T 2020	2T 2020	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Productions (en hectolitres)	730 957	681 366	690 790	603 855	1 409 605	1 294 645	-8,2%
Bières	464 859	417 809	399 606	373 825	828 589	773 431	-6,7%
Boissons gazeuses	241 257	243 569	270 286	216 315	537 324	486 601	-9,4%
Vins	12 604	9 388	9 970	6 853	21 803	16 823	-22,8%
Divers	12 237	10 600	10 928	6 862	21 890	17 790	-18,7%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	42 752	41 434	39 478	32 861	80 618	72 339	-10,3%
Effectifs	1 060	1 059	1 065	1 038	1 060	1 038	-2,1%
Masse salariale	3 961	4 162	4 157	4 592	7 163	8 749	22,1%

Sources : Sobraga, Sovingab



PLUS DE 11% DE CHIFFRE D'AFFAIRES EN MOINS AU 3E TRIMESTRE

L'activité de la branche des boissons gazeuses et alcoolisées ne s'est pas relevée au 3e trimestre 2020. Loin de là. Elle a plutôt enregistré de nouvelles contreperformances. En raison des mesures de restriction décidées par le gouvernement visant à freiner la propagation de la pandémie de Covid-19, à fin septembre 2020, la demande des boissons gazeuses et alcoolisées a enregistré un recul sur les neuf premiers mois de l'année.

Les chiffres de Sobraga et Sovingab sont plus qu'éloquents : la production totale des boissons gazeuses et alcoolisées a baissé de 7,4% pour se situer à 1,98 million d'hectolitres contre 2,1 millions d'hectolitres sur la même période en 2019. Conséquence : le chiffre d'affaires a reculé de 11,2% à 105,8 milliards de FCFA contre 119,1 milliards de FCFA l'année dernière. Même les effectifs ont connu une baisse de 2,5%, alors que la masse salariale, elle, a enregistré une hausse de 15,4% dans cette période.





Évolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées.

	4T 2019	1T 2020	2T 2020	3T 2020	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Productions (en hectolitres)	681 366	690 790	603 855	687 489	2 140 562	1 982 134	-7,4%
Bières	417 809	399 606	373 825	459 922	1 293 448	1 233 353	-4,6%
Boissons gazeuses	243 569	270 286	216 315	202 266	778 581	688 867	-11,5%
Vins	9 388	9 970	6 853	12 335	34 406	29 158	-15,3%
Divers	10 600	10 928	6 862	12 966	34 127	30 756	-9,9%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	40 028	37 335	31 114	37 384	119 179	105 833	-11,2%
Effectifs	1 059	1 065	1 038	1 034	1 060	1 034	-2,5%
Masse salariale	4 162	4 157	4 592	4 086	11 123	12 835	15,4%

Sources : Sobraga, Sovingab

2020, UNE ANNÉE MOROSE POUR LA BRANCHE

On l'a vu, la production et le commerce des boissons gazeuses et alcoolisées ne se sont pas bien portés l'année dernière. La branche a enregistré des contre-performances continues en 2020. La principale raison à cette situation a été la fermeture d'un certain nombre d'activités non essentielles (restaurants, hôtels, boîtes de nuit, etc.) et de l'interdiction des manifestations d'événements de plus de 30 personnes. La production totale des boissons gazeuses et alcoolisées a, par

conséquent, reculé de 3,5% pour se situer à 2,7 millions d'hectolitres au terme de l'année.

Au terme du 2e semestre, le chiffre d'affaires a fléchi de 8,3% à 146 milliards de FCFA contre 147,8 milliards de FCFA l'année d'avant. En matière d'emploi, les effectifs ont baissé de 5,3% à 1 011 agents à fin 2020. Pourtant, la masse salariale n'a pas baissé. Au contraire. En fin 2020, celle-ci était en progression de 18,3%. La raison : le paiement aux employés des primes et autres bonifications de fin d'année.

Évolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées.

	1T 2020	2T 2020	3T 2020	4T 2020	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Productions (en hectolitres)	690 790	603 855	687 489	742 078	2 821 928	2 724 212	-3,5%
Bières	399 606	373 825	459 922	468 989	1 711 257	1 702 342	-0,5%
Boissons gazeuses	270 286	216 315	202 266	244 502	1 022 150	933 369	-8,7%
Vins	9 970	6 853	12 335	12 793	43 794	41 951	-4,2%
Divers	10 928	6 862	12 966	15 794	44 727	46 550	4,1%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	37 335	31 114	37 384	40 140	159 207	145 973	-8,3%
Effectifs	1 065	1 038	1 034	1 011	1 059	1 011	-4,5%
Masse salariale	4 157	4 582	4 096	5 248	15 285	18 083	18,3%

Sources : Sobraga, Sovingab

DÉCONFINEZ VOTRE MARQUE



Think different

Studio de Graphisme

+241 - (0)74 - 81 - 92 - 83



Tribune

Quid des partenariats public-privé dans le financement du Plan d'accélération de la transformation ?

Le consensus est largement obtenu sur l'opportunité des Partenariats Public-Privé (PPP) pour le financement des politiques publiques, les acteurs du monde de la finance les conçoivent d'ailleurs aussi comme tel, c'est-à-dire, un instrument de financement de projets. Le Gabon quant à lui a compris la nécessité de les encadrer en leur consacrant un cadre juridique et institutionnel, par le truchement de l'ordonnance de 2016 sur les PPP, et avec elle, ses différents textes d'application. Résolument engagé dans un long processus de réformes structurelles et institutionnelles, et par la même occasion, devant relever les défis de la transformation économique à travers le document de politique adopté à cet effet, à savoir, le Plan d'Accélération de la Transformation (PAT), le Gabon devrait assoir une stratégie de financement de ce programme qui le tiendrait éloigné à la fois des Fonds Vautours, de l'assistance, des aides et des crédits. Toutefois, le PAT a retenu comme principales sources de financement, les FINEX, l'État et les PPP, qui représentent entre 1700-1800 milliards de FCFA dont 35 à 40 % de ce montant est déjà sécurisé.

Bien que voués aux gémonies par plusieurs pourfendeurs, les PPP sont à côté des Green Bonds et des Diasporas Bonds, des instruments financiers innovants et efficaces pour la réalisation de la croissance. Ces instruments ont été testés dans plusieurs pays, et dans ceux-ci, les PPP sont priorités, notamment au Sénégal avec la construction de l'Autoroute à Péage Dakar-Diamniadio, et la Côte d'Ivoire avec la réalisation de plusieurs projets de PPP dont le plus emblématique est sans nul doute le pont Henri Ko-

nan Bédié d'Abidjan. Ainsi, les PPP ont donné des résultats satisfaisants dans ces pays y compris dans les pays anglo-saxons.

Dans le contexte actuel du Gabon, celui de la mise en œuvre du PAT, qui comporte comme vision stratégique, «la préparation de l'après-pétrole», et qui repose sur trois pivots essentiels, à savoir : le Pivot économique, le Pivot social et le Pivot transverse, les PPP peuvent s'inscrire de façon efficace et efficiente dans la réalisation des projets contenus dans ces pivots. De ce fait, comment assurer une contribution viable des PPP dans le financement et la réalisation desdits projets ? Néanmoins, quelles peuvent être des contraintes qui empêcheraient une mise en œuvre des PPP dans la réalisation du PAT ?

Les PPP sont un levier important dont il faut montrer les conditions d'une utilisation optimale des dans le financement du PAT (2), mais, plusieurs facteurs, partout dans le monde ont constitué des obstacles pour les PPP, et le Gabon n'est donc pas épargné, tant ceux-ci peuvent être des limites sérieuses auxquelles leur mise en œuvre est confrontée dans le cadre de la réalisation et le financement du PAT (1).

1. Les limites de la mise en œuvre des PPP dans le financement du PAT

Le Gabon fait partie des pays en Afrique qui disposent d'une législation récente sur les PPP, et qui malheureusement souffrent des problèmes identiques à tous les dispositifs juri-

diques encore au stade embryonnaire. L'absence d'un certain nombre de projets réalisés en PPP est tout aussi une carence, car, la réalisation de projets devrait offrir des retours d'expérience qui permettraient de tirer des leçons des échecs et des réussites. De fait, la faiblesse des cadres juridique et institutionnel des PPP n'est pas de nature à favoriser la réalisation des projets viables, ces derniers sont plus susceptibles d'alourdir la dette publique que de garantir une optimisation des ressources pour l'État. En effet, l'ordonnance de 2016 comporte plusieurs tares et incohérences qui ne sont pas en phase avec la pratique des PPP, qui ne sont pas favorables à la réalisation des projets résilients.

L'absence d'un régime général des Délégations de Service public (DSP) dans le dispositif actuel par exemple, limite le recours aux PPP concessifs dont la principale caractéristique est le paiement par les usagers. En réalité, l'ordonnance de 2016 sur les Partenariats Public-Privé ne l'est pas, car, ne prenant pas en compte des DSP, comprenant la Concession, l'Affermage et la Régie intéressée. En l'espèce, elle n'est qu'une ordonnance sur le Contrat de Partenariat, et dans une moindre mesure sur le Partenariat institutionnel, qui sont les deux types de contrats de PPP qu'elle prévoit.

Sur le plan du cadre institutionnel, la non-opérationnalisation de l'Unité PPP, son organisation et ses attributions, ajouter à cela, la non-opérationnalisation des organes de contrôle a priori et a posteriori, sont autant de facteurs qui contribuent à une passation des contrats de PPP avec beaucoup de légèreté et de complaisance, au mépris

des impacts de telles pratiques sur de l'argent public, sur les usagers des services et des ouvrages publics.

L'absence d'une ressource humaine de qualité et dédiée est un handicap en plus pour la mise en œuvre des projets de PPP. Il faut le rappeler, les PPP sont des contrats d'une complexité extrême, aussi bien dans leur préparation, leur mise en œuvre que dans leur suivi, ils requièrent une ingénierie contractuelle de pointe, donc une main-d'œuvre qualifiée et formée aux outils et techniques contractuels des PPP. Cette ressource humaine est nécessaire aussi bien, au sein des organes dédiés aux PPP que dans les cellules sectorielles logées dans des ministères sectoriels et qui doivent en réalité jouer le rôle des Cellules de Passation des Marchés dans le cadre des Marchés Publics, de sorte que les autorités contractantes puissent négocier des contrats à armes égales avec les opérateurs privés.

Ainsi donc, il est recommandé comme solution d'urgence au Gabon de procéder à la refonte de son cadre légal et qu'il procède à la formation d'un personnel dédié aux PPP. Mais dans une vision à long terme, il sera nécessaire d'élaborer une stratégie nationale PPP avec des axes stratégiques clairement identifiés. Cela contribuera à fixer des objectifs, savoir comment où et quand faire recours aux PPP.

2. Les conditions d'une utilisation optimale des PPP dans le financement du PAT

Les PPP ont vocation à s'appliquer dans tous les secteurs de l'activité économique, qu'il s'agisse des travaux d'infrastructures (routes, ponts, ports, aéroports, centrales thermiques, barrages hydroélectriques, chemins de fer, écoles, hôpitaux, panneaux solaires, éolienne, etc.) ou des services. Il est donc impératif d'établir un portefeuille de projets prioritaires et bancables parmi ceux contenus dans

différents pivots, au moyen d'études minutieusement menées. Il convient de dire que le PPP ne doit pas être un choix systématique, où il ressemblerait à un effet de mode, il est des situations où l'option de la maîtrise d'ouvrage publique (Marché Public) est moins coûteuse pour l'État que l'option PPP, cela n'est vérifiable qu'après une évaluation préalable, qui est d'ailleurs une obligation légale.

Aussi, même si l'organe d'assistance technique aux autorités contractantes n'est pas opérationnel, la passation des PPP exige une procédure de mise en concurrence dans la sélection des partenaires privés, l'appel d'offres est donc la procédure de principe, la procédure de droit commun. Curieusement, au Gabon, l'exception devient le principe et inversement, car, rien n'explique que tous les projets de PPP passés le soient par entente directe. Le Projet La Transgabonaise : plus de 600 milliards de FCFA ; Kinguele Aval : 80 milliards de FCFA, et plus récemment, deux projets dans le secteur de l'énergie et dont l'entente directe a été approuvée en Conseil des ministres.

Il faut comprendre que l'Appel d'Offres n'est pas fortuit, il permet d'augmenter les chances de choisir la meilleure offre technique et financière possible, parmi les offres de tous les soumissionnaires... Or, l'Entente directe qui est une procédure d'exception ne doit être recouru qu'après avoir épuisé toutes les possibilités de mise en concurrence. Le recours à l'Entente directe est contraire aux principes généraux de la commande publique à savoir : la concurrence et la transparence des procédures, la liberté d'accès, l'égalité de traitement des candidats, le respect des règles de bonne gouvernance. Le recours à l'Entente directe disions-nous, révèle en vérité la faiblesse des instruments de gestion et de contrôle de la commande publique, et est surtout mal perçue dans l'opinion publique, car, elle conforte celle-ci dans son idée selon laquelle, la passa-

tion des marchés de l'État est le bastion de la corruption, du favoritisme et des pots-de-vin.

Enfin, il est souhaitable de prioriser les PPP à paiement par les usagers, car, la conclusion des Contrats de Partenariat qui est dû à l'absence d'un régime général des DSP pose un problème de dérapages budgétaires. Le principal risque de l'option du Contrat de Partenariat se situe sur la soutenabilité budgétaire, il faut éviter d'engager l'État dans une obligation de paiement pluriannuel, tant ce type d'engagement risque de constituer une sorte de « bombe à retardement pour les générations futures ». Cela permettra aussi d'être en phase avec la vision stratégique du PAT pour les Finances publiques, c'est-à-dire, augmenter les marges de manœuvre budgétaires de l'État gabonais en dégagant des ressources additionnelles.

Les PPP peuvent être mis en œuvre pour le financement du PAT, mais encore une fois, cela nécessite des préalables cruciaux, que si rien n'est fait dans ce sens, la dette publique du Gabon augmentera alors que les PPP sont censés être une alternative à l'endettement public. ●

Crépin Aboghè Bitéghé

**Juriste d'affaires internationales,
Spécialiste des partenariats public-privé**

Enquête

VENTES EN LIGNE, BUSINESS ET E-SERVICE

Le e-commerce au Gabon, paradoxe d'un potentiel de croissance qui peine à décoller.

Des courses au bout du clic, c'est le principe de ce qu'on entend par e-commerce, ce nouveau mode d'achat révolutionnaire qui s'est développé en occident avant de toucher l'Afrique, et plus précisément le Gabon. Pour apprécier cette tendance de consommation qui s'est largement développée au pays ces dernières années, ENOROMI MAGAZINE a mené une enquête afin de comprendre comment ce secteur d'activité, qui est au cœur du développement d'une économie numérique, suscite autant d'engouement et d'investissements en dépit de certains facteurs qui semblent encore freiner sa rentabilité.

Par **Boursier TCHIBINDA**



Évoqués par plusieurs analystes sur la question du e-commerce au Gabon, les problèmes d'ordre infrastructurel, bancaire et de connectivité semblent être à la base du retard observé dans ce secteur. Cependant, pour mieux apprécier le résultat de ces analyses techniques et marketing et comprendre les enjeux que ce nouveau mode de consommation représente, il faudrait reconsidérer quelques facteurs jusque-là pas assez mis en avant.

Le contexte du e-commerce au Gabon

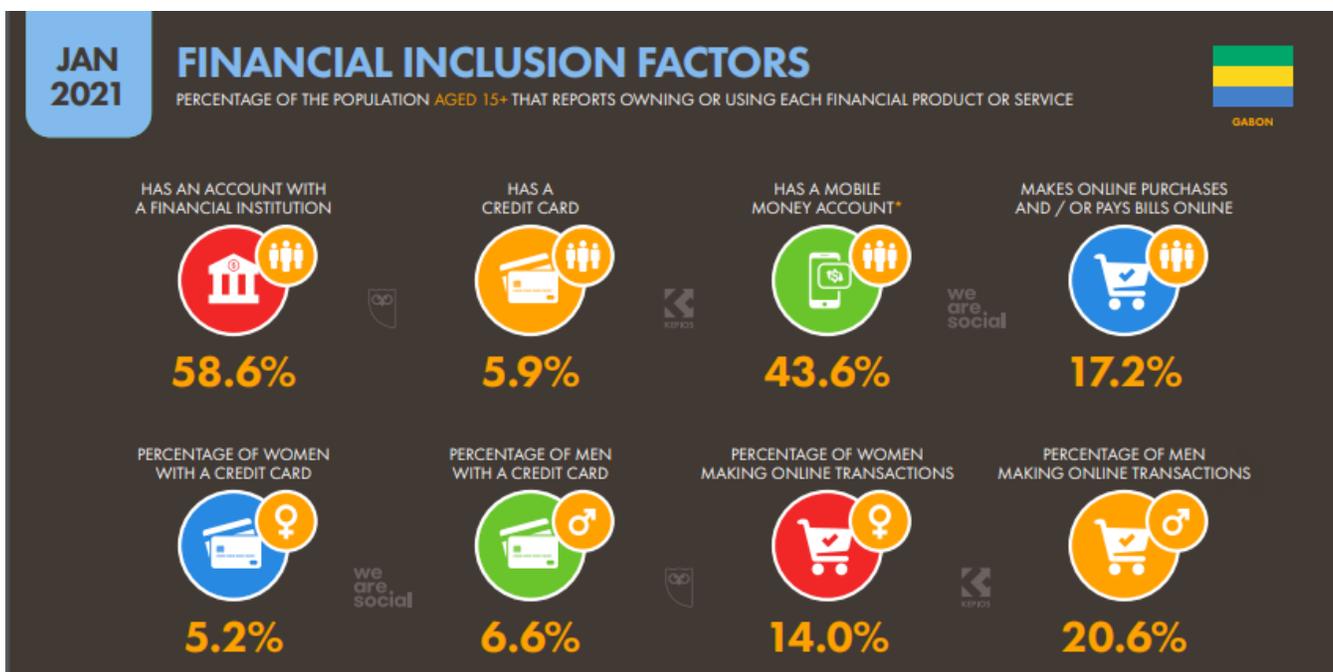
Rencontrée autour d'un verre, Clara, entrepreneure dans ce secteur, ne sait pas exactement quand ce service a démarré au Gabon. Elle s'est lancée comme d'autres dans cette aventure pour vendre ses produits, se faire

quelques sous, sans grande connaissance du domaine. Cette impression, celle d'un nouveau business sans identité sociale, culturelle et économique est celle qui ressort à chaque fois que vous croisez un acteur de la vente en ligne au Gabon. En réalité, c'est la marque de cet écosystème de commerce en ligne gabonais, très peu d'expériences concrètes sur le long terme ou des cas de réussites qui peuvent le définir, c'est donc un milieu aux premiers abords sans véritables success-stories et dont le fonctionnement tend à prouver qu'il s'autorégule. Et pour comprendre cette autorégulation, deux variables peuvent être utilisées ici : la variable sociale et la variable juridique.

De façon générale, en Afrique, le e-commerce est un nouveau mode de consommation qui induit de nouvelles habitudes et de nouveaux modes d'achat des produits. Il vient cohabiter avec le marché informel traditionnel et physique, ce marché où le consommateur gabonais a la possibilité de toucher le produit, et qui constitue

le lieu par défaut d'échanges de marchandises en contrepartie d'un règlement physique (argent liquide). C'est à ce niveau que la variable sociale se pose, autrement dit comment accélérer la pénétration du e-commerce au sein du marché traditionnel pour ainsi « créer une culture de l'achat en ligne », garantissant la qualité de produit, la livraison et le coût y relatif.

À ce sujet, les tendances de consommation des produits en ligne ne sont pas encore des habitudes familières pour les consommateurs locaux. D'ailleurs, le dernier rapport Digital Gabon 2021 publié en avril 2021 par We are social et Hootsuite indique, dans sa section e-commerce use, que seule 17.2 % contre 17 % en 2020 de la population gabonaise, estimée à 2.5 millions d'habitants, effectuent des achats en ligne et/ou payent les factures en ligne, preuve que l'évangile de autour de cette activité semble ne pas être bien assimilé par les consommateurs ou ne correspond pas aux besoins de la population.



Digital Gabon 2021 - We are social & Hootsuite - publié en avril 2021

Enfin, la variable juridique qui sous-entend l'existence d'un cadre juridique propre à l'activité du e-commerce est quasi inexistante au Gabon. En pratique, la plupart des plateformes de vente en ligne au Gabon n'ont aucune création juridique (fiche circuit), l'activité s'étant créée à partir d'un clic via la création d'une page sur Facebook et/ou d'un site de vente en ligne. Pour les initiatives dites conformes, elles sont soumises aux règles d'exercice de l'activité commerciale l'acte uniforme

OHADA sur le droit des affaires en Afrique. Or, avec le développement et la pénétration du e-commerce conçu sur les modèles « B to C » (Business to Customer), c'est-à-dire le déploiement du produit vers son client et « C to C » (Customer to Customer), permettant à tout un chacun de devenir entrepreneur sur Internet, les règles juridiques doivent être adaptées pour concevoir des conditions générales d'utilisation du service propre au contexte local et national gabonais, afin de protéger

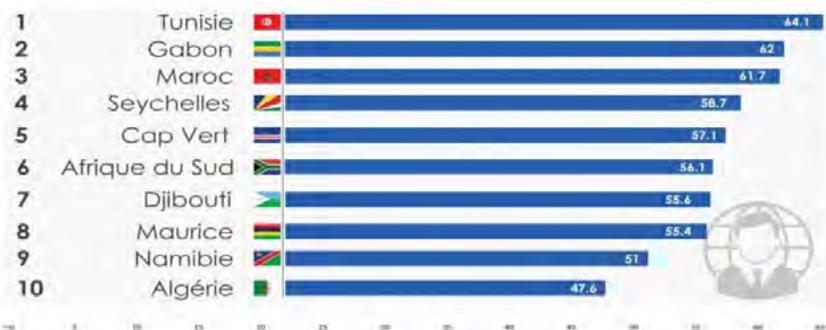
les consommateurs d'éventuels abus et risques, de cybercriminalité, etc.

D'autres analyses auraient pu commencer par les questions d'accès à l'Internet, aux moyens de paiement en ligne, etc. ces éléments sont plutôt des facteurs qui conditionnent la mise en place d'une telle activité plutôt que son identité sur un marché local et national.

La persistance de certains freins au e-commerce

En 2019, l'Union Internationale des Communications (UIT), cette agence des Nations unies dédiée aux technologies de l'information et de la communication, classe le Gabon deuxième pays le plus connecté d'Afrique avec 62% ce qui représente pour le pays le pourcentage d'internautes au sein de la population.

Top 10 des pays connectés d'Afrique selon l'UIT en 2019
La Tunisie et le Gabon en tête



Source image : www.africa.baobab.news

Cette vulgarisation de l'accès à Internet au Gabon, qui a vu le coût de son accès, selon la Banque Mondiale, être divisé par 10 depuis 2010, et le nombre d'abonnés a été multiplié par 7 sur la même période. Ces efforts auraient permis au pays d'envisager le développement du e-commerce avec la création de véritables plateformes de vente en ligne en y intégrant les besoins des consommateurs et des moyens de paiement, ce qui n'est pas encore le cas. En effet, ce business est tourné vers une classe moyenne gabonaise dépendante des produits non disponibles sur le marché national qui existe, certes, mais ne représente pas à elle seule la plus grande majorité des consommateurs.

Résultat, le constat sur le terrain est autre et ne correspond pas au système classique d'une activité de vente en ligne. Les initiatives de e-commerce au Gabon sont accessibles à partir d'un circuit établi comme suit : une demande d'infos du produit est accessible via une page Facebook ou un compte Instagram, un contact SMS ou WhatsApp défini par le vendeur(se) permet d'échanger avec le client et se fixer des modalités de paiement de livraison. C'est en définitive une vente de gré à gré aux conséquences lourdes de sens : problème de conformité du produit commandé à celui livré, risques de détérioration des emballages, etc. Et cette situation n'est pas exclusive au Gabon.

Pour mémoire, le 4 février 2021, le site d'information en ligne agenceconfins publiait un article intitulé : « Les 5 obstacles à surmonter pour le e-commerce en Afrique », évoquant comme obstacles « le manque de confiance, une réelle préférence pour le toucher et l'espèce comme moyen d'échange ». Une analyse qui a eu le mérite d'avoir posé, sous un autre angle, les réels freins auxquels fait face le développement du e-commerce sur le continent.

« À l'échelle mondiale, il a fallu plus de 2 000 ans pour développer un système monétaire formel et plus de 600 ans pour mettre en œuvre un système bancaire formel. Il a fallu également plus de 50 ans pour introduire les cartes de crédit et de débit, et à l'heure actuelle, tout le monde ne dispose pas d'un compte en banque», indiquait Sumesh Rahavendra, responsable marketing de DHL Express Afrique subsaharienne lors de la publication du rapport sur le e-commerce Shop The World ! en 2014. Il venait sans doute de poser, au-delà du développement encore embryonnaire du e-commerce en Afrique, la question fondamentale de la sécurité (cybercriminalité) en ligne des transactions en ligne.

Sept ans plus tard, en dépit de l'amélioration de la connectivité, le scepticisme autour de l'usage des cartes de crédit en ligne persiste. Le rapport Digital Gabon 2021 dans sa section Financial inclusion factors, mentionne que sur 58.6 % de taux de personnes disposant d'un compte bancaire au Gabon, seulement 5.9 % disposent d'une carte de crédit pour un volume de transaction en ligne de 34.6 % (hommes et femmes cumulés). Au vu de ces chiffres, il faut bien admettre que le e-commerce au Gabon représente un vrai potentiel de croissance, qui nécessite que les banques nationales s'intéressent à la question afin de proposer des solutions de paiements en ligne adaptées pour leurs clients.

Pour conclure sur la liste (non exhaustive) de ces freins au développement du e-commerce au Gabon, il faut citer l'absence des infrastructures de logistique. Par cela, il faut entendre la problématique liée à la commande des produits importés, qui représente plus de la moitié des ventes en ligne, les coûts élevés des frais administratifs (douanes, autres taxes), le circuit de livraison (absence d'adressage dans certaines villes du pays), les délais de livraison qui peuvent être courts ou longs (infrastructure routière, navale et autre) selon la livraison définitive du produit. Tous ces éléments conditionnent le prix de vente qui peut, dans certains cas, revenir trop cher au client.

Classement africain des pays les mieux disposés à s'engager dans l'e-commerce (2020)



RANG AFRIQUE	PAYS	VALEUR DE L'INDICE	RANG MONDIAL	RANG AFRIQUE	PAYS	VALEUR DE L'INDICE	RANG MONDIAL
1	MAURICE	58,4	69	23	DJIBOUTI	27,7	125
2	AFRIQUE DU SUD	56,5	73	24	ETHIOPIE	27,5	126
3	TUNISIE	54,6	77	25	LESOTHO	27,4	127
4	ALGERIE	52,5	80	26	ANGOLA	26	128
5	GHANA	51,9	81	27	TOGO	23,2	131
6	LIBYE	49,7	85	28	SOUDAN	21,7	132
7	KENYA	49	88	29	BENIN	20,7	134
8	NIGERIA	46,2	94	30	MOZAMBIQUE	20,1	136
9	MAROC	44,8	95	31	MADAGASCAR	19,2	137
10	SENEGAL	44,1	99	32	BURKINA-FASO	18,4	139
11	NAMIBIE	43,9	100	33	GUINEE	18,1	140
12	BOTSWANA	38,7	104	34	MALAWI	18	141
13	GABON	38	105	35	MALI	17,5	142
14	EGYPTE	36,6	109	36	LIBERIA	16,9	144
15	TANZANIE	36,6	110	37	MAURITANIE	15	145
16	CAMEROUN	35,5	111	38	SIERRA LEONE	14,4	146
17	OUGANDA	34,9	112	39	CONGO	12,9	147
18	ZIMBABWE	30,5	118	40	RDC	12,8	148
19	COTE D'IVOIRE	30,4	119	41	COMORES	12	149
20	ZAMBIE	30	120	42	BURUNDI	8,3	150
21	ESWATINI	28,4	123	43	TCHAD	7,1	151
22	RWANDA	28,3	124	44	NIGER	5,6	152

Source : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement



Des raisons d'espérer ?

Le dernier classement des pays africains les mieux préparés au e-commerce en 2020, selon la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), range le Gabon à la 13e place sur 22 pays devant l'Égypte (14e) et loin derrière le Rwanda (22e). Cela peut s'expliquer notamment par l'amélioration de la connectivité, élément de base pour lancer un market place.

Il y a bien des raisons d'espérer que le commerce en ligne au Gabon, ce boulevard d'opportunités, réussisse à s'ancre dans les habitudes de consommation. Pour y arriver, ce secteur en plein essor peut compter sur certaines innovations locales et le travail de certaines communautés.

Prioriser les paiements mobiles.

En Afrique, les paiements mobiles connaissent un grand succès et cette évolution a été au cœur de la création d'une solution de paiement en ligne. C'est l'histoire de trois jeunes Gabonais, Charles Boukinda, Félicien Bikang et Sylvère Boussamba de la société Digitech Africa, qui ont lancé, le 29 juin 2017 à Libreville, une plateforme de paiement en ligne au Gabon dénommée E-Billing, une solution qui permet le paiement, à partir de toutes les solutions mobiles money, en garantissant une totale traçabilité des transactions, et en simplifiant le processus d'achat mobile. La sécurité est garantie par la solution et répond aux exigences de sécurité avant l'obtention de l'agrément de l'opérateur de mobile money. Cette solution, qui fonctionne, est déjà utilisée par plusieurs entreprises du secteur, notamment par Sonapresse pour la vente en ligne du quotidien d'information nationale l'Union.

Enfin, en 2019, Digitech Africa a développé un plug-in (intégration pour site sous Wordpress) de paiement E-Billing en ligne. Ce plug-in pour e-commerce vous permet d'accepter les paiements des portefeuilles mobiles des opérateurs et des banques sur votre boutique en ligne en y intégrant les moyens de paiement locaux Airtel Money et MobiCash, une révolution pour la vente en ligne au Gabon.

La cartographie participative pour améliorer le rendu des cartes.

L'un des problèmes auxquels sont confrontées les plateformes d'e-commerce au Gabon est celui lié à la l'adresse de livraison pour les clients. Clara, raconte que pour livrer une commande, elle peut prendre entre 1 h et 3 h et pour cause, la plupart des clients ne mentionnent que le quartier, pour le reste, c'est au téléphone que ça se passe. C'est en cela que le travail de certaines communautés de cartographie participative telles qu'OpenStreetMap Gabon (OSM Gabon) peut améliorer le rendu des cartes et/ou points de livraison à partir des données collectées sur le terrain. Entre 2018 et 2019, OSM Gabon a produit des cartes libres et réutilisables sur les structures sanitaires de Libreville, Owendo et Akanda et sur les stations-service. Les travaux sont téléchargeables à partir de leur page Facebook.





Des relais mobiles pour la livraison.

En pleine pandémie de Covid-19, qui a réduit le déplacement des personnes, le Gabon a enregistré un boom des livraisons via le réseau mobile, principalement des motos encore appelées Jakarta. Plus pratique et mieux adapté aux réalités du terrain, ce moyen de transport séduit plusieurs restaurateurs et vendeurs - ses en ligne et s'impose désormais comme un point de relais entre un vendeur et son client. Une fois sur place et grâce au partage de la localisation WhatsApp, le motard peut tranquillement se faufiler dans les chemins étroits pour livrer le pli. En ce qui concerne l'intérieur du pays, la logistique gravite encore autour de l'envoi par bateau, par avion ou par voiture avec des délais de livraison plus longs selon les moyens de transport utilisés.

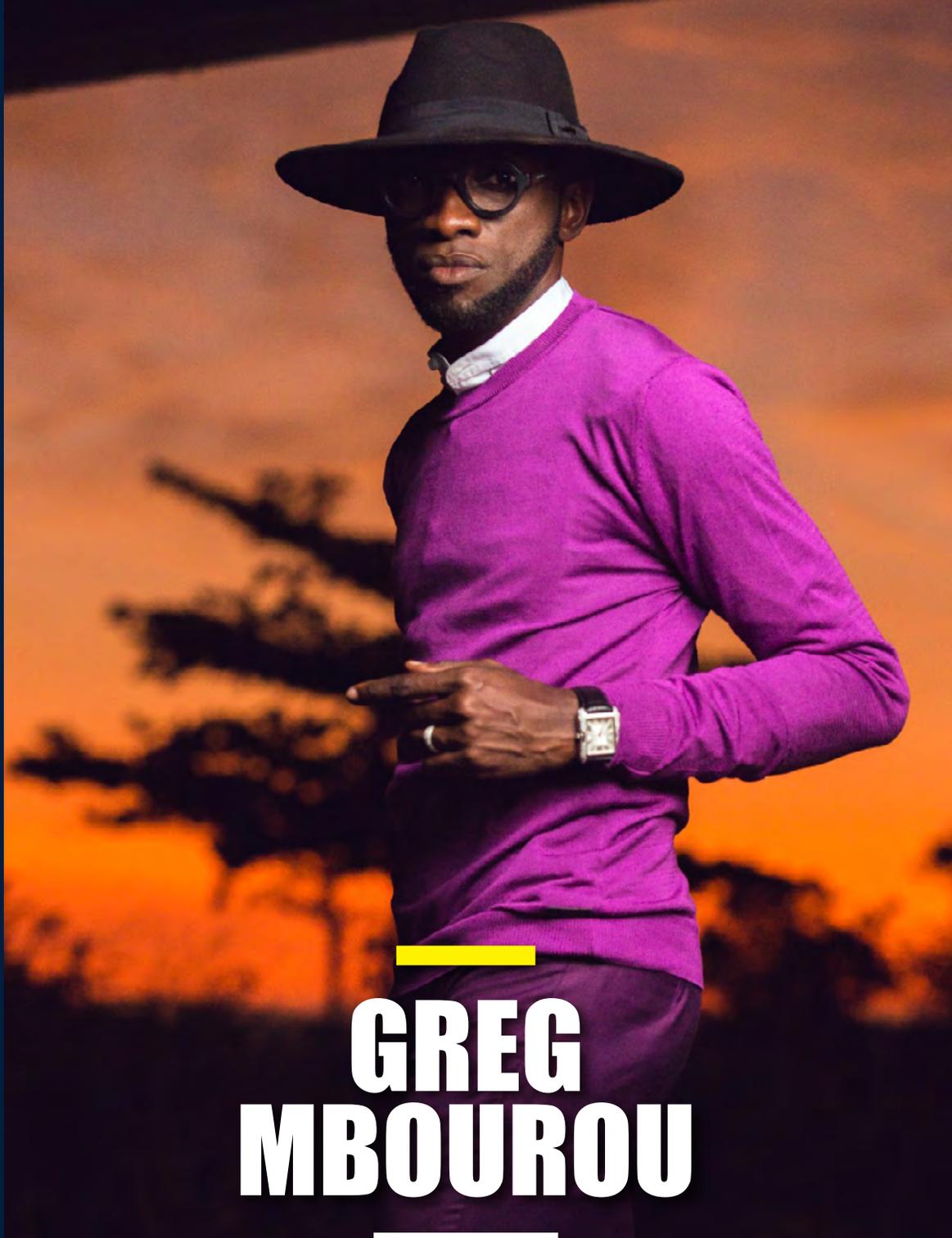
Comme dans d'autres secteurs, les acteurs du e-commerce au Gabon devront user de bonne stratégie afin de se positionner dans ce marché prometteur. Il faudra pour cela susciter un intérêt particulier des consommateurs, veiller à être en conformité avec les produits livrés et le respect de certaines normes de qualité. Bien sûr qu'un cadre juridique clair permettra de réguler le secteur, il faudra aussi que le développement des infrastructures se consolide pour faire décoller définitivement ce secteur, qui pour le moment ne permet que d'engranger de faibles flux financiers. ●

DÉJÀ **10** ANS...
ET TOUJOURS AUSSI **HOT**



URBAN FM 104.5, LA STATION URBAINE.

Mais... ENCORE! 



GREG MBOUROU

*Mon métier est le plus
beau au monde !*

Passionné de mode, de voyage et de découverte, Greg MBOUROU est aussi bien dans son élément dans le design que dans la gestion de l'image des artistes et d'autres personnalités publiques au Gabon et à l'international. Un don hérité de sa mère, couturière. Pointilleux et à cheval sur l'organisation, ce jeune compatriote, natif de la capitale économique du Gabon, est de ceux qui, bien que subissant les effets pervers de la crise sanitaire actuelle, parviennent néanmoins à en tirer profit. Son entreprise de création d'accessoires, Imepa Designed, bénéficie déjà d'une certaine notoriété dans le milieu, 9 ans après son lancement.

ENOROMI MAGAZINE

Qui est Greg MBOUROU pour nos lecteurs qui ne connaissent pas encore ?

Greg MBOUROU

Je suis à l'état civil Greg RABI MBOUROU Parfait, né en 1987 dans la ville de Port-Gentil, et de nationalité gabonaise. Avant-dernier d'une famille de sept enfants. Titulaire d'un Master en Tourisme et Environnement. Je suis à la base accessoiriste, et aujourd'hui designer et agent d'images. Quelques fois j'exerce en tant que directeur artistique. Je suis un grand passionné de mode, de voyage et de découverte.

ENOROMI MAGAZINE

Comment êtes-vous arrivé au design ?

Greg MBOUROU

Alors, tout cela s'est fait en deux étapes, j'arrive à la mode avant et au design ensuite. À l'âge de 16 ans, j'avais déjà un regard très poussé sur le style vestimentaire de mon entourage. Je savais déjà apprécier les formes, les couleurs, les odeurs et même les matières. Ma mère, qui fait toujours de la couture, a été également une source d'inspiration énorme, car elle s'occupait de bien faire la transmission de ce savoir, alors qu'en ce temps-là, la couture était un métier supposé de femme.

Par la suite, en grandissant, j'ai fait mes propres recherches. Grâce aux nouvelles technologies, j'ai pu monter des créations, et en allant poursuivre mes études supérieures au Ghana, je me suis perfectionné chez des professionnels. Avec à mon actif plusieurs collaborations artistiques avec des chanteurs, des designers et artistes d'autres disciplines

Aujourd'hui, ma cliente est très éclectique et j'ai décidé de réaliser des pièces design et unique pour des personnes et évènements divers et particuliers.

ENOROMI MAGAZINE

Cette activité est-elle rentable au Gabon ?

Greg MBOUROU

Pour ma part, je dirais, oui. C'est rentable. Et tout dépend du secteur dans lequel le designer exerce vu que le Design est vaste, avec notamment le

meublier, la vêtue, etc. En ce qui me concerne, je crée des accessoires et des vêtements pour des personnes et des évènements particuliers, tels que les mariages, les anniversaires, les naissances, etc. Les périodes sont souvent bien définies. Et je pense qu'il suffit d'être créatif, organisé et efficace pour pouvoir s'en sortir.

ENOROMI MAGAZINE

En quoi consiste exactement le travail de designer et d'agent en image que vous faites ?

Greg MBOUROU

La différence entre un designer et un agent d'image est que le designer (de mode) crée des modèles de collection couture ou prêt-à-porter tandis que l'agent d'image donne des conseils et des techniques pour apporter une amélioration sur l'image et la notoriété d'un individu.

ENOROMI MAGAZINE

Comment parvenez-vous à concilier les deux activités ?

Greg MBOUROU

Mon métier est le plus beau au monde, car il me permet de rencontrer plusieurs personnes et personnalités, ainsi que créer un carnet d'adresses important. Et concilier les deux activités est facile vu que tout passe déjà par la planification des activités. Nous mettons également un accent sur l'organisation du travail.

ENOROMI MAGAZINE

Quels sont, à ce jour, les états de service d'Imepa Designed ?

Greg MBOUROU

Imepa Designed est née en décembre 2012, nous avons commencé par la création des bijoux et autres accessoires de mode affiliés, dont des sacs, des sacoches, des broches et bien d'autres.

De manière plus synthétisée, nous avons collaboré avec plusieurs artistes comme Wale Turner et Chidinma du Nigeria, Nayanka Bell de la Côte d'Ivoire, Lulu divas et Vanessa Mdee de la Tanzanie, Frédéric Gassita du Gabon ainsi que plusieurs artistes locaux Creol et Slya, Queen Koumb, AfricaLegend, etc. Des évènements internationaux comme l'élection Miss

Tchad 2017, Ghana Fashionweek, Fesmma au Bénin, Folie de mode (Burkina Faso), La Mujer Idéal (Guinée équatoriale).

Puis en 2019, nous avons sorti des lignes de vêtements masculins ; et en 2020, nous avons commencé avec la création des vêtements féminins. Imepa Designed c'est aussi du re-looking, du conseil vestimentaire, et de la direction artistique (clip vidéo, photoshoot, évènements).

ENOROMI MAGAZINE

Comment le chef d'entreprise que vous êtes vit-il la crise sanitaire actuelle ?

Greg MBOUROU

Le designer que je suis vit la crise également, mais nous nous battons fortement. Nous avons développé des stratégies comme la création du prêt-à-porter de moyen de gamme en vêtement et accessoires, nous avons également travaillé sur nos techniques d'accompagnement pour les futurs mariés, en offrant des forfaits mariage notamment. Nous n'avons pas pris cette pandémie du Covid-19 comme une défaite, mais plutôt un avantage en créant des accessoires de protection design, comme pour les masques, par exemple.

ENOROMI MAGAZINE

Néanmoins, vous nourrissez toujours des projets. Lesquels sont-ils ?

Greg MBOUROU

L'année 2020, avec l'arrivée de la pandémie de Covid-19 qui a bouleversé la sphère, comme beaucoup d'autres maisons de création, nous avons vu plusieurs projets auxquels nous devrions participer s'annuler.

Nous espérons que cette année 2021 sera propice, néanmoins Imepa Designed pense mettre un accent sur la formation des jeunes dans les métiers de la mode et du design en particulier, participer à des forums certainement et des évènements à caractère culturel. Nous aurons aussi d'autres collaborations artistiques, notamment avec la célébration des 10 ans de la mode. ●



► DÉVELOPPEMENT PERSONNEL

VIE DE MAMAN ET VIE PROFESSIONNELLE, COMMENT CONCILIER ?

Trouver un équilibre entre vie professionnelle et vie de famille, les femmes en rêvent, mais les freins demeurent: culpabilité, manque de temps et/ou d'argent... Mais comment font-elles? Les mamans qui travaillent sont-elles des wondermums ? Pas plus que les autres. Il suffit d'un peu d'aide, et d'une bonne organisation pour pouvoir gérer au boulot et à la maison, sans oublier de se sentir épanouie bien sûr. Clairement, il ne faut pas perdre de temps et anticiper tout ce que vous devez faire.

Demandez à un homme si l'équilibre papa-travail/couple a un sens pour lui : il y a de fortes chances pour qu'il reste perplexe. Pourtant, pour les mamans, ce triptyque a un sens, et il est souvent synonyme de « douleur », ou tout du moins de difficultés. Les mères se sont battues pour ne plus avoir à choisir entre carrière et maternité. Héritières de leur combat, les voilà aujourd'hui sommées de tout réussir : leur carrière, leur vie de couple et leur maternité, et avec le sourire s'il vous plait.

AUTORISEZ-VOUS UNE AIDE MÉNAGÈRE

Vous l'aurez compris, vous ne pouvez pas tout faire. Et hors de question de passer le week-end à passer la serpillière, faire les carreaux et la poussière. Vous voulez profiter de vos enfants, sortir, jouer et vous aérer. Il est essentiel, si vous le pouvez, de prendre une aide ménagère qui vous soulagera énormément au quotidien. Cela va sûrement rallonger votre liste de dépenses, mais peut s'avérer très soulageant pour vous, notamment pour les fins de semaines.

BIEN VOUS ENTENDRE AVEC VOTRE BOSS

Votre boss doit devenir votre meilleur ami. Trêve de plaisanterie, expliquez lui simplement vos difficultés horaires, votre besoin d'assouplissement quand il le faut. Il est peut-être père et sait ce que c'est qu'une grosse gastro, une varicelle ou encore une crèche

qui ferme. En revanche vous ne pouvez pas avoir le beurre et l'argent du beurre, donc montrez votre enthousiasme à travailler pour cette entreprise, assurez-le de travailler de chez vous, de rattraper les journées de travail, impliquez-vous dans l'esprit entreprise. N'arrivez pas avec votre liste d'exigences cela ne sert à rien.

AUTORISEZ-VOUS UNE PETITE SIESTE

Faire la sieste au bureau serait positif et améliorerait la productivité.

Forcément vous êtes crevée, vous avez passé une nuit hachée de cauchemars, de pipi au lit et de biberons toutes les 4h. Alors n'hésitez pas à faire un petit somme au bureau, même quelques minutes. Pour être réglé, demandez une autorisation écrite à votre employeur, trouvez une pièce vide ou fermez votre bureau à clef et fermez les yeux dans le silence. Il ne suffit que de quelques minutes pour faire le plein d'énergie.

DÉCULPABILISEZ

Le but ultime étant d'éviter le burn out. Vous ne pouvez pas vous démultiplier, donc si vous avez une semaine chargée au bureau, évitez de vous engager pour une sortie de week-end. Ne vous mettez pas la pression en pensant tous les jours à ne surtout pas arriver en retard à l'école, pour chercher vos enfants à l'heure. Si cela arrive occasionnellement vous ne serez pas une mère indigne et cela arrive à tout le monde. ●

Christian BOUA

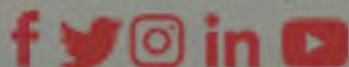
enoromi magazine



www.enoromi.com

Suivez nous sur les réseaux sociaux

@Enoromi Magazine



▶ SPORT

FEGABOXE : OLIVIER MOUSSAVOU KOUNBA

Plébiscité pour faire mieux.

Affaibli par des querelles intestines ces dernières années, à la suite du départ de Clément SOSSA SIMAWANGO, en 2017, la Fédération gabonaise de boxe devrait pouvoir se relancer au cours de cette année 2021 après l'élection à sa tête d'Olivier MOUSSAVOU KOUNBA. Le nouveau président de la Fegaboxe nourrit de grandes ambitions pour le noble art, mais entend parvenir à leur matérialisation en associant toutes les forces vives au niveau national. Sa venue sonne pour beaucoup comme un nouveau départ.

Seul candidat en lice

Son élection à la tête de la Fédération, considérée comme l'une des plus importantes du pays, n'a pas été difficile. Olivier MOUSSAVOU KOUMBA était seul candidat en lice pour ce poste. Et comme il fallait s'y attendre, l'ancien président de la Ligue de l'Estuaire a été plébiscité en bénéficiant des suffrages de sept ligues les huit existants. Le scrutin a lieu à Libreville, au siège de la Fédération, le samedi 24 avril 2021, en présence des représentants du ministère des Sports, de la Jeunesse, chargé de la Vie associative.

Si le nouveau patron de la Fegaboxe a bénéficié de la confiance des 7 représentants de ligues provinciales, beaucoup s'attendaient pourtant à des empoignades, y compris au sens propre, comme cela a quelques fois été le cas au sein de cette structure, particulièrement lors de ce genre de rendez-vous. Il n'en fut rien. Et pour cause, les deux autres candidats initiaux se sont désistés.

En effet, le candidat soutenu par Alfred BONGO ONDIMBA, président sortant de la fédération, et celui suscité par Bonaventure NZIGOU MAMFOUMBI qui avaient d'abord été annoncés ont retiré leurs candidatures, laissant ainsi toute latitude à leur ancien adversaire commun. Il convient d'indiquer que la candidature d'Olivier MOUSSAVOU KOUMBA n'avait pas été dévoilée à plusieurs personnes avant le vote. Une stratégie de campagne assumée par le nouveau président.

4 ans de conflit

S'il semble faire l'unanimité, Olivier MOUSSAVOU KOUMBA hérite néanmoins d'une Fegaboxe fortement affaiblie par les querelles intestines qui rythment sa vie depuis plus de quatre

ans, au point que le départ de l'un de ses prédécesseurs, Clément SOSSA SIMAWANGO, a été une solution pour tenter d'apaiser les tensions. Pourtant, l'arrivée d'Alfred BONGO ONDIMBA n'a pas véritablement arrangé les choses. Bien au contraire !

L'ex-président de la Fegaboxe qui occupe aujourd'hui la place de président d'honneur dans la nouvelle équipe dirigeante a dû faire face à de nombreuses attaques dès son accession à la tête de la fédération, en mars 2017. La contestation de son élection avait été telle qu'un an après, il avait été évincé par les présidents des ligues provinciales à l'occasion d'une réunion de crise organisée le 12 mai 2018, à Libreville. Une réunion au cours de laquelle le président de l'époque n'avait pas été convié pour se défendre. Conséquence : soutenu par le gouvernement, Alfred BONGO ONDIMBA avait conservé sa place. Mais pour quel résultat ?

Depuis quatre ans, le noble art gabonais est plombé par l'absence des subventions allouées autrefois par l'État. La pandémie de coronavirus survenue depuis mars 2020 n'a pas arrangé les choses. Loin de là. Les pugilistes gabonais n'ont participé à aucune compétition nationale depuis 2018. La formation, la promotion de la boxe féminine, la prépondérance des boxeurs camerounais naturalisés gabonais au sein de l'équipe nationale «A»... sont autant de sujets qui divisent et créent des tensions à la Fegaboxe.

Pour un retour à la normale

Après ces années de guerre fratricide et d'incompréhension, la Fegaboxe veut se concentrer sur l'essentiel. C'est, en tout cas, le souhait d'Olivier MOUSSAVOU KOUMBA et de l'équipe dont il a la charge. Parmi les principaux objectifs figurent en bonne place les Jeux olympiques de Paris,

en 2024, au cours desquels le Gabon entend avoir au moins un représentant. Le président le sait, la tâche sera ardue.

« Les priorités de mon bureau sont connues : revoir les statuts de la Fegaboxe qui posent problème, notamment les textes fédéraux, à l'arrêté 983. Nous nous attelons à faire un inventaire de ce dont nous disposons à la fédération, dont le bâtiment délabré abritant notre siège. Nous nous efforcerons de réhabiliter. S'agissant de la reprise des activités, nous attendons de l'État un allègement du couvre-feu, car les heures arrêtées ne nous sont pas favorables », a-t-il déclaré à la presse peu après son élection.

En vue d'un retour à la normale dans le milieu, le président de la Fegaboxe envisage également d'organiser une tournée nationale auprès des huit ligues provinciales que compte le pays. L'objectif étant d'identifier leurs difficultés et d'élaborer un rapport visant à trouver des solutions à chacune de celles-ci, selon un calendrier défini au préalable.

De même, la réorganisation du championnat national, avec la prise en compte de la boxe féminine, ainsi que la mise en place d'une véritable politique de la formation des formateurs, des boxeurs et encadreurs (entraîneurs, juges arbitres, etc.) et la redynamisation des relations entre le Comité exécutif de la fédération et le Comité olympique gabonais sont autant d'objectifs du nouveau bureau, qui ne nie pas poursuivre les chantiers lancés par l'équipe d'Alfred BONGO ONDIMBA, président d'honneur. ●

Pacôme IDYATHA

► CULTURE

GABAO JAZZ

**Naneth et Joël
ZE porte-voix de
l'UNESCO au Gabon.**

Adoptée en 2011 à l'initiative de l'UNESCO « pour mettre en avant le jazz et son rôle diplomatique d'unification des peuples partout dans le monde », la Journée internationale du jazz a été célébrée le 30 avril 2021. Pour cette 10e édition, et dans le contexte de pandémie de coronavirus, cet évènement a été célébré au Gabon à travers un concert en ligne baptisé « Gabao Jazz » avec en vedettes les artistes gabonais Naneth NKO-GHE et Joël ZE.

À l'instar d'autres pays de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), le Gabon a célébré, le vendredi 30 avril 2021, la Journée internationale du Jazz dont c'était la 10e édition depuis sa création en 2011, à l'initiative de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). En raison du contexte sanitaire lié à la pandémie de coronavirus, l'occasion a été marquée par l'organisation à Libreville d'un concert virtuel offert par le bureau local de l'organisme onusien.

Baptisé « Gabao Jazz », le spectacle offert aux internautes gabonais et africains a réuni deux artistes bien connus sur la scène nationale et continentale, dont le style mêle parfaitement la musique traditionnelle au jazz : la chanteuse Naneth NKO-GHE et le pianiste Joël ZE. Leur performance « a fait voyager le public à travers plusieurs sonorités culturelles et linguistiques, en anglais, français, Fang et Iponu », rapporte le bureau de l'UNESCO à Libreville.

À travers le titre « A yem » (« Il faut s'accrocher » traduit du Fang), Naneth interpelle sur la nécessité d'aimer l'autre d'un amour passionnel, de s'accrocher à cet amour et de ne pas écouter les « kongossa », expression gabonaise pour signifier « ragots » ou « rumeurs ». En duo, la chanteuse et le pianiste ont interprété le titre « Fili » dérivé de l'anglais « free », envoyé

aux internautes comme un encouragement à la recherche de la liberté spirituelle que les deux artistes présentent comme une opportunité d'explorer le chemin de la spiritualité et de la connaissance. C'est le titre « Nganga » qui a clos le concert. Ce chant issu du terroir Punu exprime la réjouissance. Au Sud du Gabon, il est particulièrement exécuté lors de la célébration d'évènements heureux.



Résilience et message de paix

Pour le bureau de l'UNESCO à Libreville, l'organisation du « Gabao Jazz » s'inscrivait également dans le cadre du mouvement « Resiliart », désignant la résilience des artistes en temps de Covid-19. L'objectif étant de « donner à la créativité une opportunité de s'exprimer malgré la crise sanitaire ». En cela, le jazz est bien plus que de la musique, c'est un message universel de paix, un symbole d'unité, de diversité et d'échanges interculturels.

« Du jazz, nous devons aussi retenir cette force de l'improvisation qui surmonte tous les obstacles et permet à une tradition de se renouveler sans cesse, sans se perdre. Alors qu'une crise multiple souligne l'urgence de réinventer nos sociétés ainsi que notre rapport au monde et à l'autre, la souplesse, l'audace et l'optimisme du jazz peuvent nous inspirer pour célébrer [...] une nouvelle aube, un nouveau jour », a souligné Madame Audrey Azoulay, Directrice générale de l'UNESCO, dans son message à l'occasion de cette édition de la Journée internationale du jazz.

Dans le cadre de la célébration de la 10e édition de cette Journée, le Gabon a participé à la table ronde régionale à laquelle ont également pris part l'Angola, le Cameroun, le Congo, la RDC et le Tchad. Une réunion tenue en ligne qui a porté sur deux points principaux : le rôle du jazz dans la culture de la paix et la place de la rumba congolaise, considérée comme un patrimoine immatériel de l'Afrique centrale. ●

Damien LEGRANT



► DÉCOUVERTE

Le City Tour de Libreville. Une façon de (re) découvrir la capitale gabonaise.

L'Agence gabonaise de développement et de promotion du tourisme et de l'hôtellerie (Agatour) a lancé en octobre 2020, le City Tour de Libreville. Ce produit vise à valoriser et promouvoir le tourisme dans la capitale gabonaise. La virée se fait en bus et les touristes sont conduits dans des lieux plus mythiques les uns que les autres. Un reporter d'ENOROMI MAGAZINE a fait la tournée pour nos lecteurs. Découverte !

En vue d'insuffler du sang neuf dans un tourisme fortement impacté par la pandémie de la Covid-19, l'Agence gabonaise de développement et de promotion du tourisme et de l'hôtellerie (Agatour) s'est lancé le défi de repenser la promotion de la destination Gabon. L'opérateur national du tourisme a ainsi proposé plusieurs produits dont le City Tour de Libreville, qui vise à valoriser et promouvoir le tourisme dans la capitale gabonaise en bus avec des escales sur certains lieux mythiques.

Lancé officiellement en octobre 2020, il s'agit d'un circuit de 14 étapes en deux heures et demie permettant aux résidents et visiteurs de mieux connaître la capitale gabonaise par son histoire, sa culture, sa gastronomie... avec les récits passionnants faits par des guides touristiques tous aussi passionnés.

(Re) Découvrir Libreville en 14 étapes

En effet, le City Tour de Libreville retrace l'histoire de la capitale, de son origine 3000 ans av. J.-C. jusqu'au sortir des indépendances au début des années 1960, avec pour point de départ

le siège du Palais de Justice. Il emprunte ensuite un circuit historique passant notamment par la Cité de la Démocratie (histoire du village Induku, les principaux pionniers de l'installation du peuple Bantu à Libreville) ; le Village Mbangwé (histoire de l'installation française au Gabon, face à la résidence de l'ambassade de France) ; Batterie IV (histoire de la Seconde Guerre mondiale) ; Quaben et Louis (Libreville traditionnelle, villages des patriarches Mpongwè) ; Port môle ou fort d'Aumale (histoire du début de l'abolition de l'esclavage).

Le circuit intègre également les étapes de Sainte Marie (histoire de l'église Catholique au Gabon) ; Boulevard de la Nation ex-Boulevard de l'Indépendance (la traite négrière et la colonisation) ; Village de Liberté (fondation de Libreville, Le Plateau) ; Square du Capitaine NTCHORERE (histoire des tirailleurs sénégalais) ; Village Olamba Mpolo (Histoire du roi GLASS et l'installation anglaise à Libreville) ; Mission Baraka. Sur cette étape en particulier, les visiteurs apprendront qu'il s'agissait d'un ancien comptoir d'esclaves qui a longtemps été considéré comme une terre maudite. Ce lieu va être choisi par des protestants américains pour y construire une église protestante en 1842.

De nos jours, des offices y sont toujours célébrés. Dans l'école installée à cette époque sur le même site, les cours étaient dispensés en Mpongwè et en anglais. Le roi GLASS signera un traité qui cédera la totalité de son village aux Français. Les Anglais et les Américains quitteront alors la contrée au profit de la France qui s'y imposera. L'école de Baraka deviendra la première école de l'AEF (Afrique-Équatoriale française) et son bâtiment est toujours visible aujourd'hui.



Le City Tour ponctué par un cocktail à base de produits locaux

Le Tour poursuit sa course sur les sites de la Fosse des Mutins (histoire du coup d'État de 1964, vers la Direction générale de la SNI), avant d'arriver au Mémorial Léon MBA (Père de l'Indépendance) et s'achever à Montagne-Sainte (Histoire du quartier et du passage de Cheikh AHMADOU BAMBA au Gabon). « Ce circuit nous prouve à suffisance qu'il est assez plaisant pour les populations de découvrir l'âme et l'histoire de Libreville, la symbolique de certains bâtiments, lieux et stèles de la ville », a affirmé le directeur général de l'Agatour.

« Nous encourageons les Gabonais à expérimenter le City Tour de Libreville pour découvrir certaines facettes de notre belle capitale », a déclaré Christian MBINA. Dans le même sens, un guide touristique a souligné que le City Tour est très important, car il s'inscrit dans une dimension historique.

« Il permet en effet aux visiteurs de connaître l'histoire de Libreville. Car nous pouvons passer par certains endroits dont nous ignorons l'histoire. Le City Tour est donc cette expérience permettant de connaître certaines personnes qui nous ont précédés, l'histoire et les empreintes laissées par ces derniers, à l'instar du capitaine NTCHORERE. Chaque Gabonais doit donc découvrir le City Tour afin d'apprendre l'histoire de certains sites», a déclaré Latifa AKE AYELE.

De manière pratique, le City Tour est organisé tous les week-ends (samedi et dimanche) dans un magnifique bus climatisé de 32 places à raison de deux départs par jour. La participation se fait sur réservation auprès de l'Agatour qui en assure la coordination. À titre exceptionnel, le City tour peut être organisé en semaine et pour des groupes réduits sur demandes spéciales. Le circuit se termine par un cocktail préparé à base de produits locaux.

Rendre accessible le City Tour

En vue de garantir le succès de son produit, l'Agatour a signé un partenariat avec la société de transport Trans'Akanda. À travers cette entente, le transporteur urbain met à la disposition de son partenaire un bus en vue d'amoinrir les coûts du City Tour et le proposer aux résidents, visiteurs, touristes, scolaires. Avant, les agences de tourisme ne disposant pas de moyens de transport louaient des bus pour le transport des « touristes » sur le parcours. Ce qui augmentait drastiquement le prix du produit parfois jusqu'à 70 000 FCFA par client. Avec ce partenariat, les tarifs du City Tour n'excèdent pas 10 000 FCFA.

« Nous avons décidé de répondre à l'appel de l'Agatour et sou-

haitons pérenniser notre implication. Nous allons donc accompagner l'Agatour partout où le besoin de vulgarisation de l'histoire du Gabon se fera sentir », a souligné le directeur général de Trans'Akanda. À cet effet, José NGIMANGOAL n'a pas écarté la possibilité de mettre plus de bus pour la promotion du City Tour.

« Selon les besoins et la nécessité sur le terrain, nous ajusterons nos moyens pour que l'Agatour soit opérationnelle sur différents sites d'action », a assuré le patron de Trans Akanda. Ce qui semble très probable, car l'Agatour ambitionne clairement de déployer le City Tour à l'intérieur du pays. « Dans chaque capitale provinciale, il y a une histoire. C'est un premier ballon d'essai. Et vu l'engouement autour du City Tour, nous le déploierons à l'intérieur du pays », a espéré Christian MBINA. ●

Stévie MOUNOMBOU

ZOOM SUR ...



Parti de simples vanes postés sur son compte Facebook il y a quelques années, Roméo MD (Roumou Madouma de son patronyme à l'état civil) cumule aujourd'hui plus de 35 000 abonnés sur ce réseau social où, poussé par une proche, il a fini par ouvrir une page consacrée pour l'essentiel à des vidéos pour la plupart caricaturales, aussi bien des habitudes de personnes issues de certaines ethnies du Gabon que des émissions de télé-réalité diffusées en France. Focus sur le jeune vidéaste et comédien gabonais qui se définit comme un amateur de l'abus, de l'excès... de l'extrême.

ENOROMI MAGAZINE

Qui est Roméo MD pour nos lecteurs qui ne le connaissent pas ?

Roméo MD

Je suis Roumou Madouma, plus connu sous mon pseudonyme «Roméo MD». Je suis un vidéaste et un jeune comédien. Je suis de nationalité gabonaise, né à Libreville un 20 février.

ENOROMI MAGAZINE

Comment est-ce que Roméo MD est-il arrivé à devenir le jeune humoriste qu'on connaît aujourd'hui ?

Roméo MD

Il y a quelques années, j'écrivais des vanes que je postais régulièrement sur mon profil personnel sur Facebook. Un jour, une amie m'a conseillé de passer à un autre format, en les mettant, par exemple, sous forme de vidéos. J'avoue ne pas avoir compris la première fois vers quoi elle souhaitait me diriger. Il lui a donc fallu m'expli-

quer longtemps avant que je n'intègre son concept (rire).

À la suite de ses explications, j'ai fait une première vidéo qui a tout de suite fait le buzz sur les réseaux sociaux. Mais curieusement, je décide de la supprimer, parce que je n'avais pas supporté le buzz créé autour. Ce qui, vous vous en doutez, n'a pas du tout plu à cette amie qui, plutôt que de laisser tomber m'a plutôt conseillé de créer ma page Facebook. Ce que j'ai fait, et boom ! nouveau buzz, jusqu'à ce jour où j'ai le privilège de m'adresser à vous.

ENOROMI MAGAZINE

Qu'est-ce qui, selon vous, définit votre style par rapport aux autres humoristes gabonais ?

Roméo MD

Ce qui me différencie de mes amis et frères humoristes gabonais, c'est la personnalité que j'ai souhaité donner à mon personnage. Il faut savoir que Roméo MD, c'est l'extrême, la folie... Bref, Roméo MD, c'est l'abus (rire). Avec moi, il est mieux de ne pas s'attendre à ce que l'on s'imagine. C'est clairement ce que définit mon style et marque ma différence d'avec les autres humoristes.

Dès que j'ai une idée, généralement, je n'attends pas d'avoir le quitus de qui que ce soit pour me lancer. Je me pose d'ailleurs rarement la question de savoir si le public va apprécier. Non! Dès que je tiens mon idée, j'y vais en ayant à l'esprit que le public qui me suis depuis le début et celui qui me suit seulement depuis quelque temps aime la folie, l'extrême et l'abus que je lui sers souvent dans mes vidéos. Ils aiment ça !

ENOROMI MAGAZINE

D'où vous vient l'inspiration ?

Roméo MD

C'est essentiellement le quotidien. Il faut dire que je suis assez observateur. Du coup, pour m'inspirer, je me sers de tout ce que je vois, aussi bien dans mon propre vécu que chez celui des personnes de mon entourage. J'essaie de reproduire à ma sauce certaines scènes de la vie. Il m'arrive aussi, et très souvent de m'imaginer des scènes à partir des images en ma possession.

ENOROMI MAGAZINE

Vous faites beaucoup de parodies d'émissions diffusées en Europe, telles que Koh-Lanta. Pourquoi ce choix ?

Roméo MD

L'histoire est assez simple et surprenante à la fois. Un soir, alors que je regardais sur Facebook les posts sur lesquels j'étais mentionné, je suis tombé sur celui d'une femme en rapport avec l'émission «4 mariages pour 1 lune de miel» diffusée en quotidienne sur TF1. La vidéo sur laquelle j'avais

été mentionné durait 15 secondes, et la femme me demandait si je pouvais la parodier, la faire dans la version gabonaise. Sans rien lui promettre, j'ai téléchargé la vidéo, je l'ai à nouveau regardée par la suite et en quelques secondes plusieurs idées me sont venues.



Mais j'avoue que, ne connaissant pas l'émission, j'ai quand même dû en regarder un épisode intégralement pour savoir de quoi il retourne. Après, avec mes idées, je me suis lancé. La vidéo a eu un certain impact sur les réseaux sociaux, les gens ont aimé et n'ont pas hésité à demander la suite. D'autres, plus gourmands, ont souhaité que je le fasse aussi pour d'autres émissions. Ce qui m'a amené à la parodie de «La villa des cœurs brisés» diffusée sur TFX. Mais la vidéo parodique de l'émission de TF1, «Koh-Lanta» a été jusqu'ici la plus vue, la plus partagée et la plus partagée depuis que nous avons adopté ce concept.

ENOROMI MAGAZINE

Diffusé essentiellement sur Internet aujourd'hui et depuis quelques années, envisagez-vous de faire de la scène un de ces jours ?

Roméo MD

Bien évidemment que j'envisage de faire de la scène. Mais pas maintenant. L'année dernière, j'ai d'ailleurs fait mes premiers pas vers le One man show à l'occasion de la célébra-

tion d'un mariage. Et je vous l'avoue, c'était catastrophique (rires). Du coup, j'ai compris qu'il me fallait travailler davantage ce côté.

Mais je nourris secrètement ce rêve de monter sur la scène et de faire rire les gens, en live. C'est quelque chose que je travaille encore.

ENOROMI MAGAZINE

Parvenez-vous à vivre de ce que vous faites aujourd'hui ? Si oui, comment ?

Roméo MD

Honnêtement, lorsque je commençais cette aventure, c'était un peu chaud. Je ne parvenais pas à en tirer le moins profit financier. Mais depuis un an, par la grâce de Dieu, des marques et des entreprises nous contactent et nous font confiance. Et, oui, j'arrive aujourd'hui à vivre de mon art, grâce notamment aux placements de produits que je fais quelques fois.

J'aurais pu beaucoup mieux vivre de ce que je fais actuellement si je faisais plus de placements de produits, mais je me dis que les gens viennent sur ma page pour rigoler, pour se détendre et non pour être la cible d'une quelconque vente. Nous réduisons donc autant que possible les placements de produits.

ENOROMI MAGAZINE

À quoi doivent s'attendre les fans de Roméo MD en 2021 ?

Roméo MD

Pour cette année 2021, mes fans et le public gabonais en général doivent s'attendre de ma part à beaucoup de surprises (sourire). Comme on dit : «les projets se font en silence.» Plusieurs concepts sont en préparation, au même moment que nous continuons d'améliorer ceux que nous proposons déjà aujourd'hui. Notre objectif est de faire que chaque nouvelle publication soit meilleure que la précédente. ●

Propos recueillis par
Griffin ONDO



▶ INTERNATIONAL

CRYPTOMONNAIES

Aubaines ou nouvelles menaces au-dessus des banques centrales ?

Depuis des décennies des moyens de traitement de transactions financières qui se font en dehors des circuits traditionnels tels que les banques font de plus en plus d'émules. Les acteurs privés comme Facebook se sont même lancés dans la gestion de cryptomonnaies dont le marché est estimé à plus de 3000 milliards de dollars. L'utilisation de monnaies numériques qui sont gérées par des acteurs privés et hors de contrôle des banques centrales pose des questions sur l'avenir des monnaies fiduciaires encore utilisées de nos jours. Retour sur ces technologies qui accélèrent la dématérialisation de l'économie mondiale.

L'explosion de la vente sur internet et du paiement en ligne

Depuis plus d'un an, la pandémie liée au coronavirus a profondément transformé les comportements de centaines de millions de consommateurs à travers la planète. En effet, les multiples périodes de confinement obligatoires ont accéléré la baisse de l'utilisation d'argent liquide comme moyen de paiement. Les consommateurs ont privilégié les produits vendus en ligne qui était mieux adaptés à la situation sanitaire où les commerces physiques et non essentiels étaient fermés. En 2020 en France, la vente de produits en ligne a représenté près de 112 milliards d'euros, en hausse de 8,5% selon la Fevad. Dans la même période, plus de 1,84 milliard de transactions ont été faites soit une hausse annuelle de 5,8% et par ailleurs 17 400 sites supplémentaires ont été créés.

Les ventes de produits en ligne et de services pour la seule période de la fin d'année dernière dans l'hexagone ont généré plus de 25 milliards d'euros de chiffre d'affaires. La vente en ligne des enseignes a augmenté de plus de 53% au cours dans le même temps. En outre les nombreux avantages offerts aux consommateurs comme le ramassage en magasin ou la livraison à domicile vont ancrer durablement ces derniers dans ces nouvelles habitudes de consommation.

L'utilisation de nouveaux outils technologiques dans les transactions financières

En raison de l'explosion du e-commerce, les entreprises sont particulièrement intéressées par des technologies qui permettraient de mieux sécuriser leurs transactions financières et limiter l'action d'intermédiaires telles que les banques commerciales et centrales. En effet, pour faciliter des échanges rapides entre des acteurs de pays qui de surcroît n'utilisent pas la même monnaie, il est préférable d'employer des moyens qui permettent de contourner les systèmes financiers en cours qui utilisent des monnaies légales. C'est alors qu'entrent en jeu les cryptomonnaies dans la réalisation de ces échanges.

Les cryptomonnaies ou monnaies alternatives de demain ?

Les cryptomonnaies sont des monnaies numériques utilisées dans un système de paiement de pair à pair. Ce sont des monnaies virtuelles, dans la mesure où elles n'ont aucun support physique (pièces, billets, chèques, cartes de crédit, etc.) et n'ont aucun court légal dans aucun pays du monde. La valeur des cryptomonnaies n'est indexée sur aucune devise classique ni sur le cours d'aucun indice minier. La régulation des monnaies numériques n'est faite par aucun organe central ou une institution financière. L'atout des cryptomonnaies réside dans leur transparence et surtout la sécurité qu'elles offrent à leurs utilisateurs.

Les cryptomonnaies sécurisent ainsi des transactions qui sont enregistrées un domaine public dénommé Blockchain, assurant tout à la fois la confidentialité et l'authenticité de ce dernier. Mais qu'est-ce donc cette technologie ?

La Blockchain : la technologie de base de la cryptomonnaie

Les cryptomonnaies sont en réalité des suites de chiffres stockés sous forme de chaînes de blocks (d'où le nom Blockchain). Chaque « Block » est vérifié selon une procédure longue et complexe par chaque membre avant sa validation et son enregistrement. Puis on autorise la lecture du registre à l'ensemble des membres d'où la base de données en forme de chaîne de Blocks. En dépit du fait que la technologie et le système de Blockchain soient à la base de la plupart des cryptomonnaies, son utilisation ne s'arrête pas là.

En effet, dans des domaines juridiques ou administratifs, il pourrait également permettre de se passer de tiers de confiance. Par exemple, on pourrait ne plus utiliser des registres d'état civil ou d'actes notariés, car la transaction s'effectuerait numériquement et directement entre les deux parties contractantes.

Il existe aujourd'hui plus de 4000 cryptomonnaies dont les plus connues sont Ethereum, Ripple, Diem (anciennement Libra), Litecoin, Cadarno, NEM, Monero, Stellar, Iota et Bitcoin. En réalité leur nombre est bien plus important, car aucun recensement de cryptomonnaies n'a été effectué jusqu'à ce jour.

Valeurs refuges face à la crise sanitaire

Avec la crise sanitaire et les mauvais chiffres macroéconomiques (dollar faible, croissance nulle, taux négatifs), les investisseurs ont vu dans les cryptomonnaies des valeurs refuges.



Après un effondrement massif de leurs cours au tout début de la pandémie, la valeur des cryptomonnaies a su profiter de la conjoncture économique par la suite. En effet, poussés par les bons chiffres macroéconomiques du e-commerce, les cours des principales cryptomonnaies ont connu un rebond par la suite. Ainsi, Bitcoin à la date 7 janvier 2021 avait une capitalisation boursière d'une valeur de 638, 506 milliards de dollars (+336% en 1 an), celle d'Ethereum avoisinait les 129,635 milliards de dollars (+725%).

Aujourd'hui le Bitcoin poursuit sa folle ascension avec une capitalisation boursière qui a dépassé pour la première fois la barre symbolique des 1000 milliards de dollars selon le site coinmarketcap.com. Cette situation va entraîner l'arrivée de nouveaux investisseurs à savoir les banques centrales.

Les Banques centrales lancent leurs cryptomonnaies

Au regard des valeurs vertigineuses que prennent les cryptomonnaies amènent les acteurs étatiques à ne plus être en marge des monnaies nu-

mériques. De nombreuses banques centrales étudient comment lancer leurs propres cryptomonnaies. En effet, la prestigieuse Banque d'Angleterre (BoE) a annoncé, par la voix de son gouverneur Andrew Bailey, la mise en place d'un groupe d'étude pour la création d'une « monnaie numérique de Banque centrale (CBDC) » qui permettrait d'effectuer des échanges en ligne sans passer par les banques.

En Chine, le Yuan numérique est déjà au stade de tests, et la Banque centrale fonde de grands espoirs pour le rayonnement de la monnaie chinoise. En Europe, la Banque Centrale européenne (BCE) va clarifier sa position cet été sur la création d'une éventuelle cryptomonnaie basée sur l'Euro, contrairement à l'Afrique.

Les banques centrales africaines aux abonnés absents

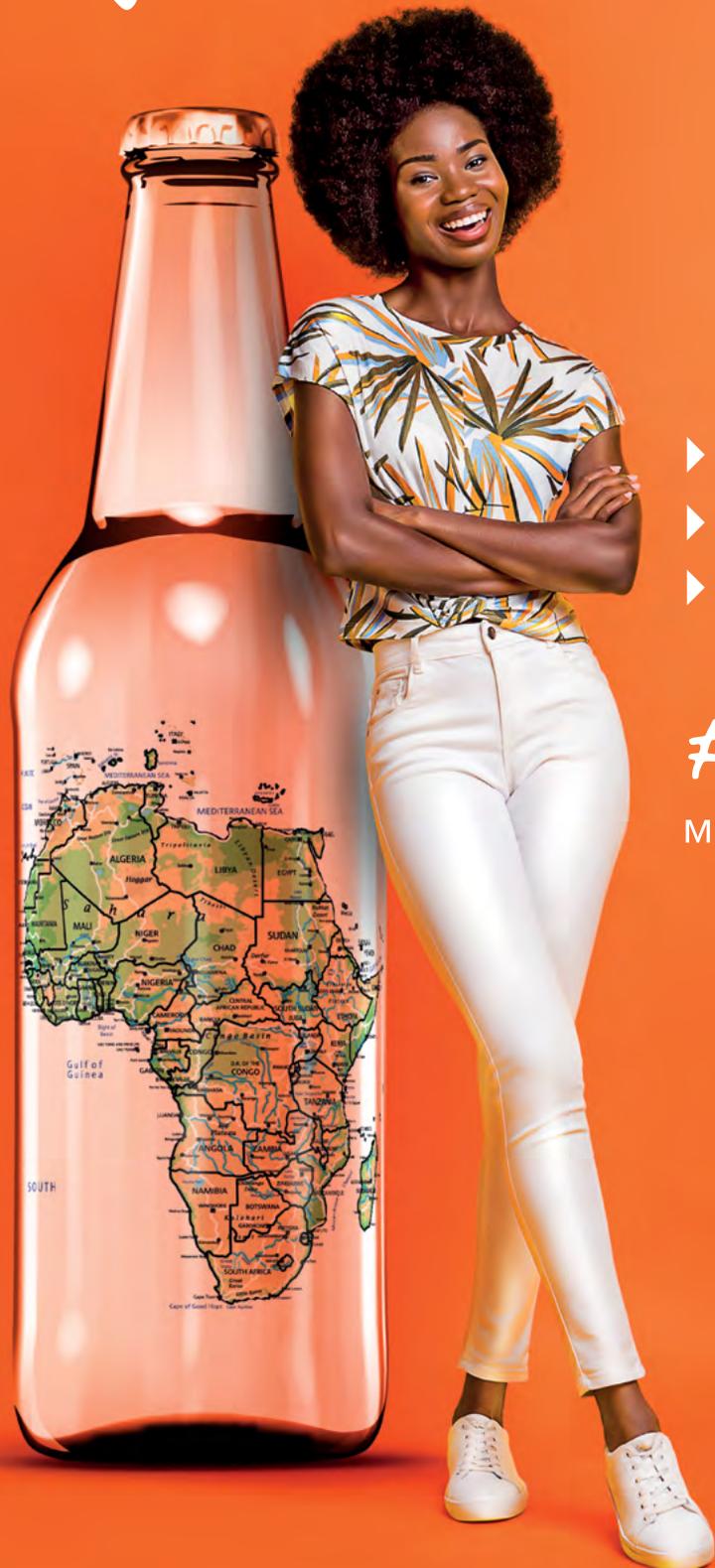
Une fois encore, le continent africain est absent de ce domaine. Cette absence n'est pas étonnante, car même si les cryptomonnaies peuvent être des moyens de booster les échanges intracontinentaux, sa mise œuvre requiert un des prérequis que l'Afrique

peine encore à avoir tels que des infrastructures numériques, une économie dynamique et surtout des ingénieurs capables de mettre en place les architectures numériques complexes. Mais ces conditions ne sont pas insurmontables, car l'Afrique a les moyens de mettre en place une cryptomonnaie. En outre l'utilisation de monnaies virtuelles serait bénéfique, car il permettrait au vieux continent de se soustraire des contraintes financières imposées par des acteurs tels que les bailleurs de fonds internationaux publics ou privés.

Pour les pays de la zone Franc CFA, créer une monnaie virtuelle, hors du contrôle des banques commerciales, de la BEAC/BCEAO (et de la Banque de France), permettrait aux pays africains de bâtir une économie numérique dans laquelle les acteurs pourraient librement marchander et générer des richesses qui pourraient développer leurs économies. C'est juste une question de choix politique. ●

Jean Paul Augé OLLOMO

Pour ma planète et Pour ma poche, je choisis le verre consigné



- ▶ *Conserve mieux la qualité*
- ▶ *Moins cher*
- ▶ *Ecologique*

#jèmengage

Mon pouvoir, c'est ma décision

elite

Sobraga 
Les Brasseries du Gabon



CONSEIL GABONAIS DES CHARGEURS

ÊTRE AU SERVICE DES IMPORTATEURS
ET EXPORTATEURS

EFFICACITE - PERFORMANCE - DEVELOPPEMENT



NOS MISSIONS

- ✓ L'Encadrement du Trafic de Fret Multimodal.
- ✓ La Gestion des Droits de Trafic de Fret National et International multimodal.
- ✓ La Traçabilité des Cargaisons.
- ✓ La Mise en place et la Gestion de l'Observatoire National de Transport de Fret.



Direction Générale
BP: 1163
Owendo / Gabon
Tel: (+241) 11 70 75 85
(+241) 11 70 75 86

**Représentation
Europe & Ameriques**
4, Av Franklin Roosevelt
75008 Paris
Tel: +33 1 56 59 91 82
Fax: +33 1 49 53 09 31

**Représentation
Ogooué-Maritime
& Sud Gabon**
BP: 360 Port-Gentil
Tel: +241 11 55 25 86
+241 11 56 19 46
Fax: +241 11 56 01 17

Antenne Bitam
Tel: +241 74 92 42 46
Bureau de Ntoum
+241 74 92 44 31
Bureau de l'Aéroport de Libreville
+241 74 92 42 41

www.cgcgabon.com